

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS



Le débarquement
sur les côtes françaises
a accéléré la victoire des Alliés contre
l'Allemagne nazie, affaiblie par l'offensive
soviétique à l'Est et l'action de la Résistance. P. 2

6 JUIN
1944

L'AUTRE FRONT DE LA LIBÉRATION



La mémoire des victimes civiles du 6 juin refleurit

COMMÉMORATION Entre le 6 et le 7 juin 1944, 3 000 civils sont morts sous les bombardements alliés ; 20 000 ont perdu la vie pendant la bataille de Normandie. À Falaise, les derniers témoins reviennent sur cette histoire longtemps passée sous silence.



REPORTAGE

Falaise (Calvados), envoyée spéciale.

Les rues de Falaise sont parées de fanions aux couleurs des Alliés. Sur les vitrines des commerces, les dessins de drapeaux américains, britanniques et canadiens sont frappés de l'inscription « Welcome ». Il y a quatre-vingts ans, ce n'est pas à bras ouverts que la population accueillait les Alliés, malgré l'impatience d'être libérée du joug nazi. À l'époque, Falaise n'était plus qu'un champ de ruines et de morts, après le déluge de feu qui s'était abattu sur cette ville. « La nation doit reconnaître avec clarté et force les victimes civiles des bombardements alliés en Normandie et partout sur notre sol », a déclaré ce mercredi le président de la République Emmanuel Macron lors d'un discours à Saint-Lô, autre ville rasée le 6 juin 1944.

Christiane Foyer avait 18 ans, le jour J. Toujours vaillante à la veille de ses 99 ans, elle suit une rééducation au centre hospitalier de Falaise. Ce territoire du Calvados a été détruit à près de 70 % par les bombardements alliés. « Je n'aime pas évoquer le Débarquement car nous avons payé un trop lourd tribut ! tempête-t-elle d'emblée. Non, vraiment, je ne veux pas en parler. » L'aumônier de l'hôpital entre dans la chambre. Aussitôt, la complicité entre Christiane et Patrick Lappré, qui se connaissent depuis vingt-sept ans, fait ressurgir les souvenirs. « Christiane est la mémoire vivante de Falaise. Comme elle, beaucoup

d'habitants ont refusé de parler pendant de longues années car ils avaient trop souffert. Les bombardements alliés ont décimé des familles entières. » Patrick se tourne vers Christiane, avant d'évoquer sa propre histoire. « Mon père se trouvait à Mézidon, le 6 juin 1944, raconte-t-il. D'un coup, il a entendu une énorme explosion. Les Alliés étaient en train de bombarder la gare. Avec la boulangère, ils se sont réfugiés dans la cave. » Christiane a bondit. « Mon papa s'apprêtait à partir en courses, à peine avait-il enfourché son vélo que le voisin lui a dit : "Rentre chez toi. Va chercher ta femme et tes enfants, ils ont débarqué. Ils vont être à Falaise d'ici peu." » La famille quitte la maison sur les chapeaux de roue. « Il s'en est fallu de justesse. À peine étions-nous sortis que le feu envahissait le domicile, raconte-t-elle. C'étaient des bombes incendiaires. Les trois quarts des Falaisiens ont subi ça. » L'échange se poursuit, des noms de famille et des noms de rues fusent, montrant l'ampleur des pertes et des dégâts subis entre les 6 et 7 juin 1944. Christiane se souvient de « ce monsieur qui restait toutes les nuits sur la place pour entendre si des gens appelaient au secours ». Près de 200 Falaisiens sont morts ensevelis sous les ruines. Puis la vieille dame confie son plus douloureux traumatisme : « J'ai perdu ma sœur. Elle avait 20 ans et était enceinte. » Christiane Foyer décide alors de ne jamais se marier et de ne pas avoir d'enfants, car « ces choses-là marquent à vie ».

« J'ai perdu ma sœur. Elle avait 20 ans et était enceinte. »

CHRISTIANE FOYER

Ce 6 juin 1944, à 14 heures, la première bombe alliée s'abat sur Falaise. Blanche Margeot, 70 ans, est tuée sur le coup et sa maison éventrée. Son petit-fils, Jacques Margeot, vit aujourd'hui dans la bâtisse, reconstruite après la guerre. Cette histoire est indélébile : il présente un morceau de l'obus qui a tué sa grand-mère. « Le comble, c'est

qu'il est français », souffle-t-il. C'est par courrier que son père, qui se trouvait alors à Paris, a été informé du drame. Il en lit un extrait : « C'est avec une profonde tristesse que nous t'annonçons le décès tragique de ta mère, survenu le mardi 6 juin, lors du premier bombardement à Falaise. Les premières bombes sont tombées rue Croix-d'Olivet et la majorité des maisons se sont écroulées, ensevelissant également madame Bance Monsallé et sa fille. » Jacques Margeot marque une pause et reprend la lecture : « Quelle désolation en ville, les incendies ont ravagé le centre, c'est affreux. » L'aumônier Patrick Lappré résume ainsi la question qui taraude les survivants et leurs descendants : « Beaucoup n'ont pas compris pourquoi les Alliés les avaient bombardés. »

LE PILONNAGE DES PRINCIPAUX AXES ROUTIERS CONSTITUE UN TOURNANT

Ce n'est pas un hasard si Falaise compte un mémorial, les Civils dans la guerre, unique musée français consacré à ces victimes. Son responsable, Emmanuel Thiébot (1), explique pourquoi le bombardement des centres urbains



Le 10 août 1944. Vue des rues de Falaise ravagées par les bombes. BETTMANN ARCHIVE

relevait d'une stratégie militaire. « Les Alliés savaient qu'ils n'avaient que deux ou trois jours pour que le Débarquement réussisse, rappelle-t-il. Pour éviter une catastrophe, il fallait que les têtes de pont déployées sur les plages normandes tiennent. » Dès 1943, les Alliés frappent des infrastructures militaires allemandes présentes sur le sol normand, ainsi que des voies ferroviaires avec le concours de la Résistance intérieure. Juin 1944 marque un tournant avec le pilonnage des principaux axes routiers. « À l'époque, les nœuds de communication traversaient les villes. Les Alliés ont donc dressé une liste de 25 centres urbains, revue à 15 pour limiter les pertes, qu'ils devaient bombarder pour les rendre impraticables par l'ennemi. »

La terrible mission se prépare « sur les aéroports de la 8^e Air Force, dans le Norfolk et le Suffolk, où plus de 700 bombardiers lourds s'apprentent alors à bombarder des villes dépourvues d'installations militaires, raconte Jean Quellien, spécialiste de la bataille de Normandie. Au matin du 7 juin, la plupart des villes bas-normandes ne sont plus que des champs de ruines ravagés par les incendies, où règne la mort ». Saint-Lô, Coutances, Vire, Thury-Harcourt, Condé-sur-Noireau, Pont-l'Évêque, Lisieux, Argentan et Falaise en font partie. Caen n'y figure pas, mais il essuiera d'effroyables explosions qui raseront le centre de la ville, où périront près de 2 000 habitants. L'historien estime que, au total, « les

bombardements aériens de la nuit du 6 au 7 juin 1944 ont provoqué la mort d'environ 3 000 personnes, soit presque autant que le nombre de soldats alliés tombés sur les plages le jour J ». Emmanuel Thiébot dresse lui aussi le bilan de cette stratégie : « Nous savons avec le recul qu'elle n'a pas eu une grande efficacité, puisqu'elle n'a pas ralenti les troupes allemandes pour la simple et bonne raison qu'elles ont utilisé les voies secondaires. »

« JE SUIS CHOQUÉE PAR CES FAMILLES DÉTRUITES. IL FAUT VRAIMENT QU'ON EN PARLE »

En visite au musée de Falaise, des collégiens d'Angers sont stupéfaits. « Pour moi, le Débarquement, c'étaient les Alliés sur les plages face aux soldats allemands. Je ne savais pas qu'ils avaient aussi bombardé les civils, puisqu'ils étaient venus pour les libérer », s'étonne Warda, 15 ans. Son amie Zoé abonde : « En classe, on a surtout parlé des soldats, mais là, je suis choquée par ces familles détruites. Il faut vraiment qu'on en parle. » Longtemps, la mémoire des civils a été absente des cérémonies nationales. Le responsable du musée avance une explication : « Jusque dans les années 1980, l'Occident est en pleine guerre froide. L'adversaire, c'est le bloc soviétique, et l'Allié, c'est l'Otan. Il ne fallait pas écorner l'image des États-Unis. Nous retenons la date du 6 juin, mais c'est oublier que, entre le jour J et la libération de

« Quelle désolation en ville, les incendies ont ravagé le centre, c'est affreux. »

EXTRAIT DE LA LETTRE ENVOYÉE AU PÈRE DE JACQUES MARGEOT



ÉDITORIAL PAR LAURENT MOULOUD

Mémoire sans exclusion

L'histoire ne devrait pas être l'otage des intérêts du moment. Mais rares sont les commémorations qui échappent à cette prévention. Surtout pas celle du 80^e anniversaire du Débarquement, marquée par la guerre en Ukraine et la volonté d'Emmanuel Macron de faire de cet instant mémoriel un point d'orgue politique, à quelques jours du scrutin européen. Il y aura, bien sûr, l'hommage aux derniers vétérans du D-Day. Leurs précieux témoignages ne doivent jamais être oubliés par les nouvelles générations. Mais, cette année, ces paroles d'humilité et de courage passeraient presque au second plan, tant ces célébrations semblent être l'occasion, pour la vingtaine de chefs d'État rassemblés autour du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, d'afficher leur union face à une Russie exclue pour la première fois.

Dans ce contexte de conflit sanglant, l'Élysée a jugé hors de propos d'inviter Vladimir Poutine. Mais la Russie ne se résume pas à son dirigeant, sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Interdire la venue de tout diplomate ou de toute autre représentation – anciens combattants, opposants politiques, etc. –, c'est assimiler tout le peuple russe et son histoire aux visées autocratiques et bellicistes de son président actuel. C'est entériner le temps de la guerre au détriment du temps de

la diplomatie, qui aurait dû avoir toute sa place en ce jour de commémoration. C'est passer sous silence le rôle crucial que jouèrent l'Union soviétique et ses 27 millions de morts dans la libération de l'Europe de la barbarie nazie.

L'histoire ne se découpe pas en tranches. De Stalingrad aux plages de Normandie, un même courage a uni ces combattants en quête de liberté. Le travail de mémoire ne

La Russie ne se résume pas à son dirigeant, sous le coup d'un mandat d'arrêt.

souffre pas d'exclusion. Surtout lorsque la peste brune frappe de nouveau aux portes de l'Europe. Ce 6 juin doit aussi être l'occasion de rappeler que le RN, favori du scrutin de dimanche, fut cofondé par Pierre Bousquet, nationaliste virulent qui intégra les Waffen-SS en 1943 au sein de la division Charlemagne. Cette xénophobie fascisante reste la matrice politique de la formation de Jordan Bardella. Et résonne comme une insulte aux libérateurs qui, à l'Est comme à l'Ouest, ont tout sacrifié il y a quatre-vingts ans. ■

Paris, le 25 août, il y a eu la bataille de Normandie. Durant trois mois, elle a fait rage, piégeant une population de 1 million de personnes au milieu de 2 millions de soldats au plus fort des combats. Le bilan sera de 20 000 morts civils. Soit un tiers des civils tués – si on excepte les résistants – durant la guerre.

Ce n'est qu'en 2014, lors du 70^e anniversaire du Débarquement, que le président de la République François Hollande a reconnu pour la première fois la souffrance des civils. L'historien et président de l'association Mémoires de la Résistance et de la Déportation normandes, Gérard Fournier, souligne l'importance de ce geste pour la diffusion des mémoires locales. Cependant, il estime que les commémorations prennent une drôle de tournure. « Avec la disparition des témoins, beaucoup de gens se permettent des choses qui m'énervent au plus haut point. Je pense en particulier aux "reconstituteurs", précise-t-il. Avec eux, on tombe dans le folklore du défilé des Jeep, du port de costumes d'époque, de mises en scène de bataille, etc. On oublie trop que la guerre, ce sont des blessés, des morts, des destructions. C'est cela dont il faut se rappeler en premier. » À l'issue de sa visite au mémorial de Falaise, Théo, tout juste âgé de 14 ans, a, lui, retenu cette leçon : « Ce sont toujours les civils qui trinquent le plus. On le voit encore aujourd'hui, en Ukraine et à Gaza. » ■

SCARLETT BAIN

(1) Auteur du livre *Débarquement. Libération* (Armand Colin, 2024).



Des soldats alliés sur les plages normandes, le 7 juin 1944. WEINTRAUB/MPI/GETTY IMAGES

Le Débarquement, grand moment de l'histoire contre la barbarie

Le 6 juin a accéléré la victoire des Alliés contre les troupes d'Hitler, déjà en recul sur le front de l'Est. Dans les mémoires françaises, il s'est peu à peu imposé comme la date décisive de la Seconde Guerre mondiale, malgré l'importance fondamentale des gigantesques batailles de Stalingrad et de Koursk.

On ne peut le manquer. Le parachutiste américain suspendu au clocher de Sainte-Mère-Église, c'est la bûche de Noël du Débarquement. Il y a un peu plus d'un an, un nouveau mannequin a pris la place de John Steele. Fait prisonnier au matin du 6 juin 1944, il parviendra à s'échapper. Nombre de ses camarades, parmi les 22 000 parachutistes largués cette nuit-là, d'une certaine manière, n'ont pas

eu sa chance, tués avant même d'avoir touché le sol, tombés dans les marais de la zone de Carentan avec leur équipement trop lourd pour qu'ils s'en dégagent. La formidable opération baptisée « Overlord » est devenue un récit, entre geste héroïque et images normandes devenues d'Épinal. En 1962, *le Jour le plus long*, avec ses vedettes – John Wayne, Robert Mitchum, Peter Fonda ou encore Bourvil en

édile français un peu bêta dépassé par les événements –, en fait un récit un peu trop bien ficelé. *Il faut sauver le soldat Ryan*, du réalisateur Steven Spielberg, en 1998, donne de l'assaut à Omaha Beach une vision un peu plus réaliste, en évoquant aussi l'immense cimetière aux milliers de croix blanches qui domine la plage. Là où l'opération du 6 juin, considérée comme la plus audacieuse de l'histoire militaire,

aurait pu échouer face à l'armée allemande avec un véritable massacre. L'état-major allié, sous le commandement du général américain Eisenhower, aurait même envisagé, à un moment, d'ordonner un repli, synonyme de défaite.

Ce jour J, que l'on commémore à juste titre, est un tournant majeur de la Seconde Guerre mondiale. Les Alliés, américains, britanniques, canadiens, mais aussi français quand bien même ils se résument ce jour-là aux hommes du commando Kieffer, du nom de son commandant, prennent pied en

Staline demande aux Américains et aux Britanniques l'ouverture d'un second front en Europe de l'Ouest.

France et vont affronter directement les armées du Reich. L'assaut maritime – après les parachutages de la nuit, les bombardements aériens massifs, les tirs de l'artillerie de marine – a lieu sur 80 kilomètres de plage, avec 156 000 soldats dans plus de 4 000 péniches. On dénombre au soir 3 000 tués et 6 000 blessés.

L'ARMÉE ALLEMANDE ÉCHOUÉ DEVANT MOSCOU

C'est, enfin, l'ouverture d'un second front en Europe. En juin 1941, Hitler a lancé contre l'URSS l'opération « Barbarossa » : 4 millions d'hommes, 600 000 véhicules. Le choc est énorme, l'Armée rouge recule, l'invasion est marquée par les exécutions de masse, les villages incendiés, avec ce que l'on a appelé la Shoah par balles et la mort d'un million et demi de juifs. Quelques mois plus tard, le front se stabilise. L'armée allemande échoue devant Moscou, mais Léninegrad est assiégée près de neuf cents jours. Stalingrad également. Alors que les États-Unis sont à leur tour entrés en guerre après l'attaque surprise des Japonais à Pearl Harbor en décembre 1941, Staline demande avec insistance aux Américains et aux Britanniques l'ouverture d'un second front en Europe de l'Ouest. Calcul ou conviction, Churchill pense que les Balkans et la Méditerranée sont le ventre mou de l'Europe, donc le point faible du Reich. En novembre 1942, les Alliés débarquent en Afrique du Nord et en Sicile, mais sans résultats tangibles dans un premier temps. En Égypte, la victoire d'El-Alamein sur les troupes de Rommel permet aux Britanniques de garder le contrôle du canal de Suez. Churchill déclare : « Ceci n'est pas la fin, ni même le commencement de la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. »

Malgré tout, l'Union soviétique continue à supporter un choc sans égal. À Stalingrad, l'affrontement est démesuré. La 6^e armée commandée par Von Paulus parvient aux abords de la ville en septembre 1942. Les combats urbains sont acharnés, maison par maison, parfois dans un même immeuble. Fin novembre, l'Armée rouge réussit une vaste manœuvre d'encerclement. L'hiver approche. Les soldats de la Wehrmacht sont mal équipés, les ravitaillements n'arrivent pas. Fin janvier 1943, Von Paulus se rend, malgré les ordres de Hitler, avec ce qui reste de la 6^e armée. Plus d'un million de soldats soviétiques ont été tués ou blessés, plus de 100 000 civils également. Les Allemands et leurs alliés roumains, croates, hongrois et italiens ont perdu plus de 700 000 hommes. La nouvelle de la victoire est saluée dans le monde. L'Allemagne nazie n'est pas invincible.

La bataille de Stalingrad va justement entrer dans l'histoire comme le moment où bascule la Seconde Guerre mondiale. Celle de Koursk, moins connue, va probablement en changer définitivement le cours. Du 5 juillet au 23 août 1943, sur une poche à la limite de l'Ukraine, la plus grande bataille de chars et d'infanterie de l'histoire oppose, côté allemand, 900 000 hommes, 10 000 canons et 2 700 chars, à 1 300 000 soldats soviétiques, avec 3 300 chars et près de 20 000 canons. L'affrontement est gigantesque. Non

La Résistance, une armée de l'ombre à l'action décisive

Dans la France occupée, des femmes et des hommes ont combattu les nazis au péril de leur vie. Leur connaissance du terrain et leurs missions ont été indispensables à l'élaboration de l'opération « Overlord ».

Pendant que la mitraille crépite et que les mines explosent sur les plages du Débarquement, tuant des milliers de jeunes soldats britanniques, américains et canadiens, une autre scène de la libération se joue loin des côtes. Dans la prison de Caen, le 6 juin 1944, 62 résistants sont massacrés par la Gestapo. Ces hommes et ces femmes avaient été arrêtés quelques semaines plus tôt. Emmanuel Macron a présidé mercredi, sur le lieu de leur exécution, une cérémonie officielle. « Un hommage important qui permet de porter la mémoire de l'histoire locale de la Résistance normande à l'échelle nationale », se réjouit Gérard Fournier, historien et président de l'association Mémoires de la Résistance et de la Déportation normandes.

Le massacre de la prison de Caen éclaire cet autre pan de l'histoire du Débarquement : celui du « rôle crucial de la Résistance dans la préparation de l'opération "Overlord" », insiste l'historien. Si, dès 1941, le PCF a appelé à la constitution d'un « Front national de lutte pour l'indépendance de la France », les forces combattantes de l'intérieur ne finissent par converger que le 23 mai 1943. Sous l'autorité de Jean Moulin, auquel le général

de Gaulle, depuis Londres, avait confié la mission d'unir les différents courants de la Résistance, le CNR prend alors forme. Ainsi structurée, la Résistance devient pour les Alliés l'appui indispensable pour planifier les opérations du Débarquement. « C'est un moment rare dans l'histoire de France, des communistes jusqu'à la droite nationale, du prolétaire au notable, ils sont alors tous unis avec un même objectif : délivrer la France de l'occupant nazi », souligne Gérard Fournier.

Désormais enrôlés dans l'Armée secrète, les résistants redoublent d'audace pour combattre l'ennemi arme au poing dans les villes et les maquis de France. Autre mission cruciale pour ces soldats de l'ombre : renseigner les Alliés sur les positions, les mouvements et les forces de l'ennemi. Les résistants, en Normandie comme ailleurs tout au long du mur de l'Atlantique, es-

pionnent les Allemands, collectent des informations indispensables à l'élaboration de la stratégie militaire des Alliés. Gérard Fournier insiste, ici, sur le rôle des femmes : « Leur contribution a été trop longtemps minorée alors qu'elle a été tout aussi importante que celle des hommes », dans la

lutte armée comme dans les fonctions « d'agent de liaison, de secrétaire ou d'intendante ».

En Normandie, la Résistance ne s'efface évidemment pas avec le Débarquement. Au contraire. La violence de l'occupant bientôt défait se déchaîne. Les mouvements des unités allemandes, appelées sur la ligne de front normande, sont émaillés de massacres, d'atrocités, de Tulle à Oradour. L'action anti-insurrectionnelle des nazis reste meurtrière.

« Sans l'engagement des Francs-tireurs et partisans de la Manche, l'opération "Cobra", qui a permis aux forces alliées d'atteindre la Bretagne, aurait été vouée à l'échec », affirme Gérard Fournier. En juillet 1944, les Américains sont bloqués dans le département. Les combats s'éternisent. La ligne de défense allemande se montre plus solide que prévu. Vingt FTP se portent alors volontaires pour s'infiltrer clandestinement derrière la ligne de front, au péril de leur vie, pour y collecter des renseignements décisifs. Cette mission Helmsman (1) est accomplie entre le 18 et le 30 juillet 1944. Son succès permet aux Alliés d'enfoncer la ligne de défense allemande et de prendre, enfin, la route de Paris, prête à s'insurger. ■

SCARLETT BAIN

(1) La Mission Helmsman. Une contribution décisive de la Résistance au succès de l'opération Overlord (juin-juillet 1944), d'André Debon, l'Harmattan, 1997.

seulement la contre-offensive allemande tentée après Stalingrad est stoppée, mais la victoire soviétique, le 23 août, va inverser le cours de la guerre. Dès lors, sauf en quelques rares occasions, la Wehrmacht ne va plus cesser de reculer. Pour autant, la guerre est loin d'être terminée. On sait que, au total, le bilan pour l'Union soviétique sera absolument énorme, de l'ordre de 27 millions de morts.

LES BOMBARDEMENTS RASENT DES VILLES ENTIÈRES

Du 28 novembre au 1^{er} décembre 1943, Staline, Roosevelt et Churchill se retrouvent à Téhéran. Staline peut certes s'appuyer sur Koursk et Stalingrad, mais il veut toujours un véritable second front, en Europe de l'Ouest. La décision est prise d'un débarquement dans le nord-ouest de la France,

« Overlord », suivi quelques semaines plus tard d'un débarquement en Provence, au nom de code « Dragoon ». Ce n'est pas sans enjeux géopolitiques. Roosevelt a compris que l'Allemagne a déjà perdu la guerre. Il faut empêcher l'Union soviétique d'aller planter le drapeau rouge à la pointe du Raz ou au cap de La Hague après le Reichstag.

Cela ne fait pas du débarquement en Normandie une affaire secondaire. L'Allemagne reculait à l'est, mais qui sait combien de temps et à quel prix elle aurait pu tenir ? Sur le front ouest, la guerre est loin d'être gagnée. Un objectif comme Caen, qui devait être prise dans les jours qui suivaient le Débarquement, sera atteint un mois plus tard. Au matin du 6 juin, 73 prisonniers dont 62 résistants y sont exécutés. Les bombardements rasent pratiquement des villes entières. En trois mois, 20 000 civils sont tués.

Il faut, en Normandie, aller sur les plages où les blockhaus à demi effondrés témoignent de ce que fut le mur de l'Atlantique, que le Reich avait érigé avec des milliers de travailleurs forcés, des prisonniers de guerre comme des tirailleurs sénégalais, 10 000 juifs d'Europe, de jeunes Français voulant échapper au STO en Allemagne, des républicains espagnols, etc. Il faut aller sur les plages écouter le vent et les vagues en pensant à ces milliers de jeunes gens dans les barges malmenées par la tempête, dans l'eau à mi-corps sous le feu des mitrailleuses, parcourir les grands cimetières aux croix blanches... Et aller aussi près d'Isigny, au cimetière allemand où se trouve la tombe d'un soldat de 16 ans. Le débarquement du 6 juin fut bien un grand moment dans l'histoire humaine contre la barbarie. ■

MAURICE ULRICH

Joe Biden, Rishi Sunak, Volodymyr Zelensky, le roi d'Angleterre Charles III, Justin Trudeau, de nombreux chefs d'État et de gouvernement sont attendus à la commémoration internationale du 6 juin, à Omaha Beach. Sous la houlette d'Emmanuel Macron, tous veulent être des célébrations officielles du 80^e anniversaire du Débarquement. Tous sont en campagne électorale : le président des États-Unis se frottera aux urnes le 5 novembre ; le premier ministre britannique sera face à des législatives le 4 juillet, et le président français est en campagne pour les européennes. Ils vont jouer la partition de l'Occident démocratique face aux régimes autoritaires et à la montée de l'extrême droite. Dès mercredi, à Plumelec (Morbihan), Emmanuel Macron a précisément évoqué, durant son hommage aux maquisards bretons et aux parachutistes de la France libre, « la vitalité de notre esprit de défense alors que les périls montent ».

À l'occasion des commémorations, l'Ukraine est à l'honneur. Son président, Volodymyr Zelensky, devrait rester en France jusqu'au 7 juin. Après une allocution devant les députés, ce jeudi, il rencontrera Joe Biden. L'instrumentalisation mémorielle a de quoi interpellé. Le président français est passé du dialogue et de la volonté de ne pas « humilier la Russie » à une ligne diplomatique qui veut faire de la France le plus proche allié de Kiev. Le soutien est sans limites avec l'hypothèse d'envoyer des troupes au sol. Il est allé jusqu'à refuser la présence d'une délégation russe, y compris de vétérans ou de membres de l'opposition. Le poids des victimes, avec 27 millions de morts pour l'Union soviétique, et le rôle considérable de l'Armée

rouge dans la défaite du III^e Reich ont été effacés de l'Histoire. L'Élysée justifie son choix : « Les conditions n'étaient pas réunies pour inviter la délégation russe, compte tenu de la guerre de conquête que mène la Russie contre l'Ukraine, dans laquelle les hostilités se sont intensifiées ces dernières semaines. » Les autorités françaises ont promis que la « contribution décisive » de l'URSS à la victoire contre le nazisme serait mentionnée durant les cérémonies et lors de « manifestations » prévues dans des cimetières où reposent des soldats russes.

« Bien évidemment que les autorités russes ne sont guère fréquentables après l'invasion de l'Ukraine et sa politique répressive. Mais leur absence reste un affront au sacrifice des

peuples de l'URSS qui ont combattu le régime nazi. Sans leur courage, aucun débarquement n'aurait pu se tenir. Finalement, en mélangeant les deux époques, on applique les mêmes parallèles historiques utilisés par Vladimir Poutine », condamne le militant pacifiste russe Oleg Bodrov. Pour de nombreux Russes, cette absence va être utilisée par Moscou, dans son récit « d'affrontement avec l'Occident », comme une « humiliation du peuple russe ». Car, la Seconde Guerre mondiale, appelée la « Grande Guerre patriotique », dans le pays, demeure un événement fédérateur pour la société et un pilier essentiel sur lequel joue le pouvoir.

Dans l'escalade à laquelle se livrent l'Occident et la Russie en Ukraine, le

80^e anniversaire du Débarquement aurait pu contribuer à amorcer un dialogue entre Moscou et Kiev en présence des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. En 2014, François Hollande et Angela Merkel avaient créé le « format Normandie », après le premier conflit dans le Donbass et l'annexion de la Crimée par la Russie. À l'époque, le président russe et son homologue ukrainien, Petro Porochenko, s'y étaient parlé pour la première fois. Selon le directeur de Novaya Gazeta, Dmitri Mouratov, fiché comme agent de l'étranger par Moscou, la présence de vétérans russes aurait aidé à lancer un appel « au cessez-le-feu, en mémoire de ceux qui sont morts pour la paix durant la Seconde Guerre mondiale ».

RETOUR À UNE LOGIQUE DE BLOCS

Hélas, la diplomatie française n'a pas souhaité se plier à l'exercice. Emmanuel Macron a réaffirmé l'envoi d'instructeurs français en Ukraine. De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères a indiqué, mardi, que Moscou n'excluait pas de les frapper : « Quel que soit leur statut, militaire de l'armée française ou mercenaire, ils représentent une cible tout à fait légitime pour nos forces armées. » Face à cet engrenage, au retour de logiques de bloc et d'une polarisation du système international, Dominique de Villepin, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, dans un entretien au Monde diplomatique, constate que « mener une diplomatie efficace, c'est d'abord savoir choisir des priorités capables de rétablir la crédibilité française. La première priorité, c'est une diplomatie d'engagement pour se mettre au service de la paix. Travail de longue haleine et de haute intensité, car il s'agit d'abord et avant tout de recréer le lien avec le Sud. Or nous avons perdu le contact, au cours des deux dernières décennies, au point de ne plus même entendre et comprendre ce qu'on nous dit ». Et il appelle la France à « redevenir un pays-monde (...) capable de parler à tous ». ■



Hommage, à Plumelec (Morbihan), le 5 juin, aux 77 parachutistes français morts la veille du Débarquement. BENOIT TESSIER/AFP

VADIM KAMENKA



Le 4 juin. Sur les 16 millions d'Américains engagés durant la Seconde Guerre mondiale, 120 000 étaient encore en vie en 2023. Ils ne sont plus que 70 000 aujourd'hui. MIGUEL MEDINA/AFP

Omaha, Utah, Juno Beach... les anciens combattants de retour sur les plages

Près de 250 vétérans, presque tous centenaires, s'apprêtent à retrouver les sites du Débarquement. Beaucoup savent qu'ils reviennent témoigner pour la dernière fois.

C'est un tout autre débarquement qui se prépare, ce 6 juin 2024. Près de 250 vétérans du jour J, presque tous centenaires, ont été invités à participer aux cérémonies du 80^e anniversaire. Une opération millimétrée : ceux qui avaient 20 ans en 1944 reviennent, pour beaucoup, en fauteuil roulant, les cheveux blancs comme neige, bardés de médailles et de piluliers préparés par une large équipe médicale. Les voisins britanniques ont survolé la Manche. Près de 170 Américains ont traversé une nouvelle fois l'océan. Plusieurs sont décédés entre la réception de l'invitation et l'événement. Sur les 16 millions d'Américains engagés durant la Seconde Guerre mondiale, 120 000 étaient encore en vie en 2023. Ils ne sont plus que 70 000 un an plus tard. Près de 130 d'entre eux meurent chaque jour. Beaucoup savent qu'ils reviennent voir la Normandie pour la dernière fois.

Ce qui n'est pas le cas de Charles Norman Shay, 99 ans, qui, à force d'allers-retours, a décidé de s'installer définitivement dans le Calvados. Il fait partie des 44 000 Amérindiens engagés dans l'armée américaine et qui se sont retrouvés, le 6 juin 1944, à Omaha Beach. Omaha, du nom

d'une tribu amérindienne. « *Mon seul exploit est de ne jamais avoir été blessé. J'étais infirmier. C'était d'une violence inouïe. Je ne sais même pas combien d'amis sont morts ou ont été sauvés dans mes bras* », témoigne-t-il. Enoch Woodhouse, 97 ans, l'un des rares aviateurs noirs de l'armée américaine, sera lui aussi de la partie. Tout comme le Canadien Richard Rohmer, 100 ans, véritable légende dans son pays. C'est lui qui a repéré, en juillet 1944, la voiture d'Erwin Rommel, permettant aux Alliés de mitrailler le véhicule de l'un des plus redoutables généraux nazis, de le blesser et de l'écarter des combats.

« PAPA JAKE », 101 ANS, 800 000 ABONNÉS SUR TIK TOK

Parmi les invités, il y a aussi « Papa Jake », 101 ans, et 800 000 abonnés sur Tik Tok, où il raconte régulièrement sa guerre. « *On saute du bateau, juste la tête hors de l'eau. On marche le fusil au-dessus de la tête, en file indienne car il y a des mines au sol, et on voit les copains sauter de temps en temps. Et puis, sur la plage, les Allemands nous tirent dessus. Heureusement pour moi, ils n'étaient pas très doués pour tirer sur un cure-dents. J'étais très maigre à l'époque !* » Jake Larson, de son vrai

nom, retourne pour la quatrième fois en Normandie, avec à cœur de transmettre aux jeunes générations le souvenir de ceux qui ont combattu la barbarie.

Alfredo M. Palacios, lui, ne reviendra plus. Depuis son décès, sa fille Cheryl McLeskey a pris le relais. Elle vient d'inaugurer un monument en hommage aux combattants de la Navy, à Omaha Beach. « *L'histoire de notre famille est inextricablement liée au 6 juin. Notre père était sur le point d'obtenir son diplôme d'ingénieur à Mexico lorsqu'il a pris la décision de s'engager dans la marine américaine. Le 6 juin 1944, sa mission était de débarrasser les plages du débarquement des obstacles afin d'ouvrir des brèches pour que l'assaut soit un succès.* » Alfredo y laisse un bras. « *On savait qu'il avait été amputé à la suite des combats. Mais, pendant des années, il ne nous en a quasiment jamais parlé.* » Avant que sa langue ne se délie. « *Sans le courage des premiers soldats arrivés sans protection sur les plages, le jour J n'aurait pas été un succès. Je suis très reconnaissante de pouvoir les honorer sur place, mesure Cheryl. Si nous ne tirons pas les leçons de l'Histoire, nous serons condamnés à répéter les mêmes erreurs.* » ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

Un président entre commémorations et opportunisme

Le chef de l'État enchaîne discours et cérémonies. Une omniprésence justifiée par la séquence mémorielle, sauf quand il s'invite au 20 heures à trois jours d'une élection.

Plumelec, Saint-Lô et Caen, mercredi. Ver-sur-Mer, Colleville-sur-Mer et Omaha Beach, jeudi. En plus de son allocution sur TF1 et France 2. Bayeux et Cherbourg, vendredi, etc. Emmanuel Macron se démultiplie, du Morbihan au Calvados, en passant par la Manche, dans le cadre des quatre-vingts ans du débarquement en Normandie.

Les commémorations ont commencé en Bretagne par un hommage au maquis de Saint-Marcel et aux premiers parachutistes de la France libre envoyés dans l'Hexagone dans la nuit du 5 au 6 juin 1944. L'après-midi, le chef de l'État a rendu hommage, à Saint-Lô aux 600 victimes civiles des bombardements alliés, avant les grandes commémorations du 6 juin sur les plages du Calvados. Une omniprésence présidentielle légitime, dans le cadre des célébrations. Mais, à quelques jours des élections européennes, Emmanuel Macron ne cherche-t-il pas, aussi, à faire passer des messages politiques à travers ses discours ?

VIOLATION DE LA PÉRIODE DE RÉSERVE

« *Je sais notre pays fort d'une jeunesse audacieuse, vaillante, prête au même esprit de sacrifice que ses aînés* », a-t-il affirmé à Plumelec. Comme une allusion à l'envoi de troupes en Ukraine, une problématique au cœur de la campagne des européennes, et une position défendue aussi par Raphaël Glucksmann. La tête de liste PS-Place publique fait, selon les sondages, figure de principal adversaire à Valérie Hayer pour la deuxième place, loin derrière Jordan Bardella (RN). L'extrême droite reste d'ailleurs dans les têtes, au moment de commémorer l'offensive contre le nazisme. « *Soyons à la hauteur de notre héritage de bravoure. C'est le legs de la Résistance bretonne et française, et de nos libérateurs* », a conclu le président de la République, mercredi midi, en Bretagne.

Cette séquence mémorielle d'Emmanuel Macron sera interrompue ce jeudi soir par une intervention, beaucoup moins légitime cette fois, au 20 heures de TF1 et de France 2. Le Débarquement devrait être évoqué, mais aussi la situation en Ukraine et à Gaza, ou encore les enjeux des élections européennes. Une auto-invitation qui pose un grave problème démocratique, à trois jours du scrutin.

L'opposition a pointé du doigt cette atteinte à la période de réserve à laquelle il est censé se soumettre. « *Personne n'est dupe* », dénonce Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. Son parti, comme la FI et LR, a saisi l'Arcom, lundi, afin que le temps de parole du chef de l'État soit décompté de celui de Valérie Hayer. ■

ALBAN CHRÉTIEU

«Les riches achètent les médias pour donner leur message bien choisi aux pauvres.»

Pierre Bourdieu

L'HOMME DU JOUR



Motaz Azaiza

Photojournaliste palestinien, Motaz Azaiza a reçu, mardi 4 juin, le prix Liberté 2024 de la région Normandie, qui récompense l'engagement en faveur des droits humains. Primé pour sa couverture médiatique à Gaza depuis le 7 octobre, l'homme de 25 ans a été choisi par une majorité des 14 265 jeunes, issus de 116 pays, appelés à élire le lauréat. Des députés de la majorité ont aussitôt dénoncé cette attribution dans un courrier, qualifiant ce choix d'« incompréhensible et inapproprié », et décrivant l'intéressé comme un « sympathisant du Hamas ». Ce dernier estime faire l'objet de « campagnes de diffamation » visant à faire annuler son prix. Depuis le début du conflit, 92 journalistes palestiniens ont été tués à Gaza. Motaz Azaiza a été évacué fin janvier au Qatar, d'où il poursuit ses investigations. ■

LUCIEN ROULLÉ



C'EST UN MONDE

Frontex accusé de crimes contre l'humanité

C'est la première action en justice visant la complicité de Frontex dans des crimes contre l'humanité dans le cadre de ses activités aériennes en Méditerranée. La procédure a été lancée, fin mai, par le collectif Front-Lex et doit déboucher sur le dépôt d'une plainte devant la Cour de justice de l'UE. Le recours a été conjointement déposé avec l'ONG Refugees in Libya. Les deux organisations représentent un trentenaire soudanais, bloqué en Libye. Enregistré comme demandeur d'asile par l'UNHCR, l'homme n'a toutefois pas eu d'autre choix pour fuir que d'envisager une traversée de la Méditerranée dans un canot de fortune. « Les opérations de refoulement systématiques, conjointement exécutées par Frontex et des entités libyennes, menacent directement sa quête de sécurité », expliquent les deux ONG.

L'œil de Jul

"LE VENTRE EST ENCORE FÉCOND D'OU
A SURGI LA BÊTE IMMONDE" (BRECHT)



LA BONNE NOUVELLE Canada : la création financée par le streaming

Les plateformes de streaming telles que Netflix ou Disney devront consacrer 5 % de leurs revenus canadiens au financement de contenus locaux, a annoncé mardi 4 juin le régulateur canadien de l'audiovisuel. C'est ce que permet la loi sur la diffusion des contenus en ligne de 2023, qui crée un cadre légal pour réglementer les plateformes et les obliger à participer financièrement « à la création, la production et la distribution » mais aussi à la promotion de contenus canadiens comme la musique, les émissions télévisées

ou les séries. Selon le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, cette mesure, qui soumet les plateformes aux mêmes règles que les radiodiffuseurs traditionnels, devrait rapporter 200 millions de dollars canadiens (134 millions d'euros) par an au secteur audiovisuel du pays. Le président de Digital Media Association, qui représente entre autres Amazon Music, Apple Music et Spotify, dénonce une « taxe discriminatoire », qui pourrait « aggraver le pouvoir d'achat des Canadiens ». ■

VINCENT TARTAR



L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Santé Le nombre de cas de coqueluche explose en France, atteignant près de 6 000 malades recensés en 2024, selon des données transmises, mardi, par l'Institut Pasteur. Soit déjà plus que sur toute l'année 2023. Cette maladie ultra-contagieuse, qui peut être transmise à 15 personnes par un seul individu contaminé, est particulièrement dangereuse pour les nourrissons.

Environnement Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sont publiés à des intervalles de cinq à dix ans, cela pouvant créer un potentiel « écart d'information ». Alors, un groupe international de 59 scientifiques de renom a décidé de travailler sur une nouvelle étude, à retrouver sur notre site.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

IA de classe

● L'intelligence artificielle peut-elle servir le bien commun et l'emploi, ou seulement les entreprises et les investisseurs, ce qui, d'ailleurs, n'est pas tout à fait la même chose. Vaste question qui sera au programme, début juillet, des rencontres organisées chaque année à Aix-en-Provence par le Cercle des économistes, et que pose l'un d'entre eux, Pierre Jacquet, dans une chronique du quotidien économique les Échos sous ce titre : « L'IA au défi du partage de la richesse. » De fait, son utilisation, déjà effective dans nombre de domaines, devrait accroître de façon très sensible la productivité et la richesse créée. Pour qui ? Il y a là matière à en débattre, et comment ! Et Pierre Jacquet met en garde : « Il ne faut pas laisser aux investisseurs ou aux financiers la possibilité de définir les trajectoires d'utilisation de l'IA. » Et d'ajouter : « Ce sont souvent les luttes sociales qui ont tempéré une répartition initialement inégalitaire des gains. » L'IA serait donc aussi une affaire, comment dit-on déjà, de lutte des classes ? ■



COUP DE CŒUR

Une école Cécile-Rol-Tanguy

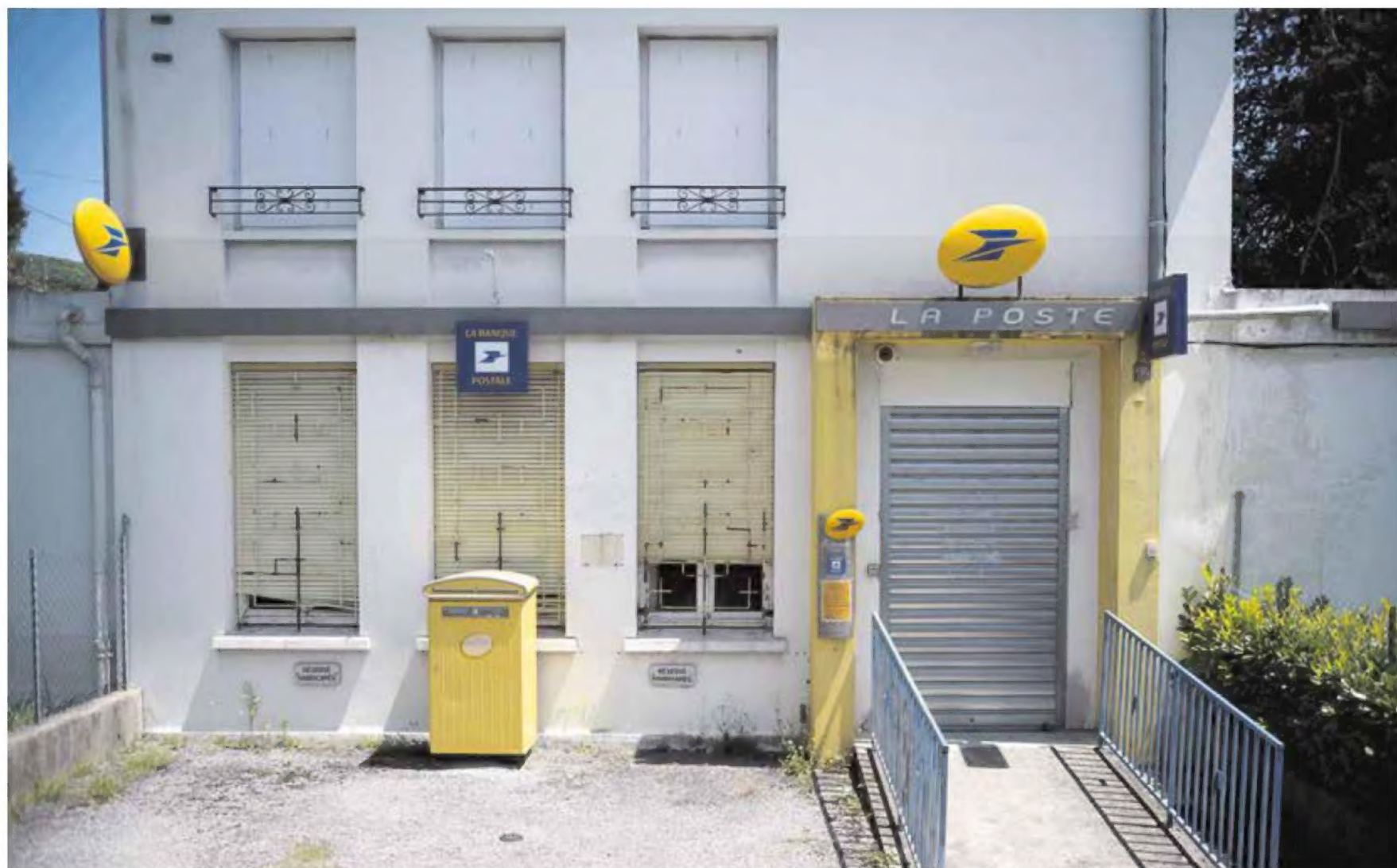
À l'approche des 80 ans de la libération de Paris, l'école élémentaire du 20, rue Levau à Paris porte le nom de Cécile Rol-Tanguy, en l'honneur de la résistante. Figure de la libération de Paris, elle était aussi un soutien du Front populaire et des républicains espagnols en 1936.



C'EST UN SCANDALE

Attaque contre la CPI

Aux États-Unis, la Chambre des représentants a voté un texte sanctionnant des membres de la Cour pénale internationale (CPI), dont le procureur qui avait réclamé un mandat d'arrêt contre Benjamin Netanyahu. Ce texte a fait l'objet d'une condamnation assez molle de la part de Joe Biden, qui avait qualifié de « scandaleuse » la décision de la CPI.



Les services publics et les prestations sociales sont souvent les premières victimes des rappels à l'ordre budgétaires de l'UE. PABLO BAILLEUL POUR L'HUMANITÉ

Mettre fin à la règle austéritaire des 3 %

TRAITÉ DE MAASTRICHT

Pour créer la monnaie unique, en 1992, l'UE se dote d'un pacte de stabilité qui interdit aux États d'avoir un déficit supérieur à 3 % du PIB. Un dogme remis en question car cela empêche de financer les services publics et la transition écologique.

Bienvenue en Absurdie. L'Union européenne (UE) pourrait être une force pour développer les services publics, financer la transition écologique et la formation. C'est tout l'inverse. De par sa construction libérale, l'UE impose, avec le pacte de stabilité, deux règles absurdes : un État ne peut afficher un déficit et une dette publique supérieurs respectivement à 3 % et 60 % de son PIB. Ces plafonds figurent dans le traité de Maastricht, approuvé en France par référendum en 1992. À l'époque, le PCF était la seule force parlementaire à s'y opposer. Les socialistes, les Verts, l'UDF et la direction du RPR s'étaient prononcés pour le oui.

Cette règle des 3 % n'est pas celle d'un bon père de famille qui gère correctement ses deniers. Elle est une arme contre les services publics, car elle s'accompagne de la procédure du « semestre européen » pour obliger les États hors la loi à rentrer dans le rang. Ces derniers s'engagent alors auprès de la Commission à procéder à des mesures austéritaires. Ainsi, la loi sur les retraites était au cœur du Programme national de réforme français.

Mais l'unanimité autour de ces règles n'est plus de mise. À gauche, tous les partis souhaitent relâcher le corset. Remettre en question la règle des 3 %, revient à redonner des marges de manœuvre démocratiques aux États. C'est aussi se donner les moyens de financer la transition climatique. Pour l'Hexagone, les besoins sont, selon un rapport de France Stratégie de mai 2023, de 2,3 % du PIB, soit 66 milliards d'euros annuels jusqu'en 2030. Or, en ligne avec les demandes de Bruxelles, la nouvelle trajectoire budgétaire édictée en février dernier par le gouvernement de Gabriel Attal a conduit à réduire de 1 milliard d'euros annuels les fonds cruciaux pour la rénovation énergétique des logements.

Aux européennes, la liste de Raphaël Glucksmann (PS-Place publique) souhaite l'instauration de « règles climatiques » qui poussent les États à investir « dans la transition écologique » à hauteur de 2 % du PIB, en « excluant les dépenses vertes et justes du calcul de déficit excessif ». Les communistes, avec Léon Deffontaines, proposent de « remplacer le pacte budgétaire, le « semestre européen », et le traité de coordination, de stabilité et de gouvernance ■■■

■ (TSCG) par un pacte social et démocratique de développement soutenable. À charge pour celui-ci de permettre le financement d'une nouvelle industrialisation, le développement des services publics et la mise en œuvre d'une écologie populaire ».

LE PACTE DE STABILITÉ N'EST PAS VRAIMENT RESPECTÉ

Mettre fin à la règle des 3 % appelle à une autre construction européenne. Cette règle n'est pas tombée du chapeau. En 1992, elle a servi à convaincre les Allemands, pétrifiés par le spectre de l'inflation, qu'au Mark fort succéderait un euro fort, la hausse des prix pouvant rogner les revenus du capital. Par ailleurs, ce « frein à dette » est un moyen pour les gouvernements dits « frugaux » (Allemagne, Pays-Bas, Finlande, etc.) d'éviter une « Europe des transferts », une UE où les pays les plus riches aident ceux plus pauvres.

En réalité, cette conception est déjà battue en brèche. Depuis qu'il est en vigueur, le pacte de stabilité n'est pas vraiment respecté. Jamais la France n'est passée sous la barre des 3 % depuis... 2008, et le gouvernement ne prévoit de respecter la règle qu'en 2027. En 2023, le déficit était supérieur à 3 % du PIB dans 11 États sur 27. Après la crise financière de 2008, pendant celle du Covid après 2020, les gouvernements se sont accordés pour déroger aux règles. En mai 2020, un plan de relance européen, sous la forme d'un emprunt commun de 750 milliards d'euros, NextGenerationEu, a même été créé pour venir en aide aux États.

Toutefois, supprimer la règle des 3 % ne protégerait pas des marchés financiers et de leurs taux d'intérêt usuriers. Cela appelle à un autre mode de financement de la dette, notamment en utilisant le pouvoir de création monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). Ce qu'a commencé à faire cette dernière, après la crise de 2008, sous l'impulsion de son gouverneur de l'époque, Mario Draghi, dans l'objectif de sauver l'euro « *quoi qu'il en coûte* ».

Le 17 mai, lors d'une réunion publique à Antraigues, plusieurs dizaines de militants, l'économiste communiste Frédéric Boccaro, le maire socialiste de la ville Gilles Doz, des syndicalistes ont, pour nourrir le débat, lancé un appel, publié dans l'Humanité du 5 juin, pour « *un fonds européen de développement solidaire des services publics, financé par la création monétaire de la BCE, finançant à 0 % les États de toute l'Union européenne, s'ils développent l'emploi et la formation dans leurs services publics* ». ■

GAËL DE SANTIS

Jacques Fesch : après la guillotine, une réhabilitation ?

JUSTICE En décembre 1957, à 27 ans, le jeune homme était guillotiné. Au terme d'un long parcours, son fils, demande sa réhabilitation. Une requête inédite, examinée ce jeudi.

Une audience historique. Un peu folle, sans doute. À la fois technique et pétrée d'émotion. C'est ce qui attend ce jeudi matin la Cour de cassation, dont la chambre criminelle se réunit en audience plénière, sa formation la plus solennelle, sous le regard inédit de plusieurs caméras. La haute juridiction est saisie d'une demande insolite : réhabiliter Jacques Fesch, guillotiné à 27 ans, le 1^{er} octobre 1957, pour avoir abattu un policier après un pathétique braquage. Un jeune homme de bonne famille, ce Jacques Fesch. Un peu paumé, un peu rebelle, élève moyen d'un lycée de Saint-Germain-en-Laye. Amoureux de jazz, des rêves plein la tête. Faire le tour du monde à la voile, par exemple. Son père ayant refusé de lui avancer la somme, Jacques avait décidé de dévaliser la boutique d'un changeur parisien, ce 25 février 1954. Une très mauvaise idée.

TRENTE ANNÉES DE COMBAT

Avant d'être arrêté et incarcéré à la prison de la Santé, Jacques Fesch avait eu une brève liaison avec une certaine Thérèse, bientôt mère d'un garçon. Le futur guillotiné n'ignore pas l'existence

de l'enfant. Il l'évoque dans certaines lettres, il lui dédie un de ses livres. C'est à ce fils illégitime, prénommé Gérard, que l'on doit l'audience de ce jour. Elle sera, pour lui, l'aboutissement de trente années de combat. Et, pour la Cour de cassation, l'occasion de résoudre une embarrassante

Après avoir retrouvé l'identité de son père, Gérard décide de laver l'honneur paternel.

question : un condamné à mort, ayant purgé sa peine, peut-il être réhabilité ?

La réhabilitation, quand elle est accordée, entraîne l'effacement de la condamnation. Pour y prétendre, le condamné doit avoir exécuté sa peine et montré des gages de bonne conduite. Absurde dans le cas de Jacques Fesch, dont la peine revient à être mis à mort. C'est pourtant à cette démarche ubuesque que son fils, Gérard, placé très jeune à la DDASS, s'est raccroché. Avec succès. Après avoir retrouvé l'identité de son père (en 1994), après avoir obtenu le droit de

porter son nom (en 2008), il décide de laver l'honneur paternel. La loi ne prévoit pas la possibilité de réhabiliter un condamné à mort ? Qu'à cela ne tienne, Gérard se démène et fait changer la loi. Depuis le 24 décembre 2020, les ayants droit d'un condamné à mort dont la peine a été exécutée ont ainsi le droit, eux aussi, de demander sa réhabilitation.

Jacques Fesch a demandé pardon à ses victimes et les a indemnisées. Dans sa petite cellule de la prison de la Santé, il a découvert la foi et noirci, de son écriture d'écolier, des pages et des pages que l'Église a publiées et fait traduire. Une procédure de béatification est en cours. Une école – privée – porte déjà son nom. « *Demandez-lui, je vous prie, d'accepter le sacrifice de sa vie pour la paix de l'État*, avait glissé le président René Coty à son avocat, au moment de lui refuser la grâce, expliquant craindre un déchaînement de colère des syndicats de policiers. *Je lui serre la main pour ce qu'il est devenu*. » À presque soixante-dix ans de distance, les magistrats de la Cour de cassation devront dire si, oui ou non, cet énorme gâchis est symboliquement réparable. Au nom du fils. ■

ELISABETH FLEURY

● Nous avons parfois le sentiment qu'il est minuit moins le quart avant l'instauration d'un régime autoritaire dans notre pays. Nous serions prêts à basculer dans une nuit des idées avec l'instauration de la préférence nationale, l'affaiblissement des droits des travailleurs, le repli sur soi et la haine de l'autre. Mais il y a des moments de grâce qui font vivre la flamme de la Résistance et la République des Lumières. J'aurais voulu que vous voyiez les enfants de l'école Jean-Moulin de Grigny (Essonne), de toutes les couleurs de peau, de toutes les religions, entonner en chœur le *Chant des partisans* et notre hymne national à l'occasion de la Journée nationale de la Résistance. Des moments d'émotion pour les parents et les enseignants. Vous auriez dû aussi entendre Rayan et Aïcha, suivis par notre service de la persévérance scolaire, lire la lettre de Missak à Mélinée Manouchian pour l'inauguration d'un square de la ville en leur nom : « *Bonheur à ceux qui vont nous survivre et goûter la douceur de la liberté et de la paix de demain*. »

Demeurés anonymes ou passés à la postérité comme Geneviève de Gaulle, Henri Rol-Tanguy ou Lucie Aubrac,

LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY,
ÉLU « MEILLEUR MAIRE
DU MONDE » EN 2021



Résister!

les résistantes et les résistants venaient de tous les horizons. Ils étaient ouvriers, paysans, étudiants, instituteurs, cadres. Ils étaient de toute obédience religieuse. Ils croyaient au Ciel ou n'y croyaient pas. Ils étaient français ou étrangers, comme Manouchian et ses camarades fusillés de l'Affiche rouge. Ils furent toutes et tous le visage d'une France qui refusait l'humiliation de la défaite et l'asservissement au nazisme dans un territoire occupé. Dans le sillon de la grande histoire, chacune et chacun accomplissait de petites choses ou de

grands actes, des faits d'armes illustres ou des luttes silencieuses, quotidiennes mais décisives. Ils espéraient, rêvaient et imaginaient un avenir meilleur en des heures sombres. Même lorsque l'horizon était obscurci, ils portaient en eux une certaine idée de la France libre, égale et fraternelle qui a finalement triomphé.

Il y a quatre-vingts ans, jour pour jour, des soldats du Nouveau Monde et de l'autre côté de la Manche venaient libérer la France et l'Europe du joug nazi. Au moment du Débarquement, la Résistance opérait le sabotage des voies ferrées et des axes de communication de l'armée allemande, et diffusait des messages radiophoniques trompeurs pour perturber l'ennemi. De leurs actes héroïques, de leur volonté politique farouche, de leur choix de l'union contre l'ennemi naquit, en 1944, le programme des « jours heureux » qui porte en lui notre système social aujourd'hui menacé. Et c'est l'honneur des communistes, dans la droite lignée de leur fidélité au Conseil national de la Résistance, de vouloir inscrire la Sécurité sociale dans la Constitution de notre République. Résister se conjugue définitivement au présent... ■

**RETROUVEZ L'HUMANITÉ
SUR INTERNET**

**Reportages, analyses,
entretiens, chroniques,
vidéos, directs...**

**Toute notre actualité
à portée de clic.**

➤ www.humanite.fr

➤ [facebook.com/
humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

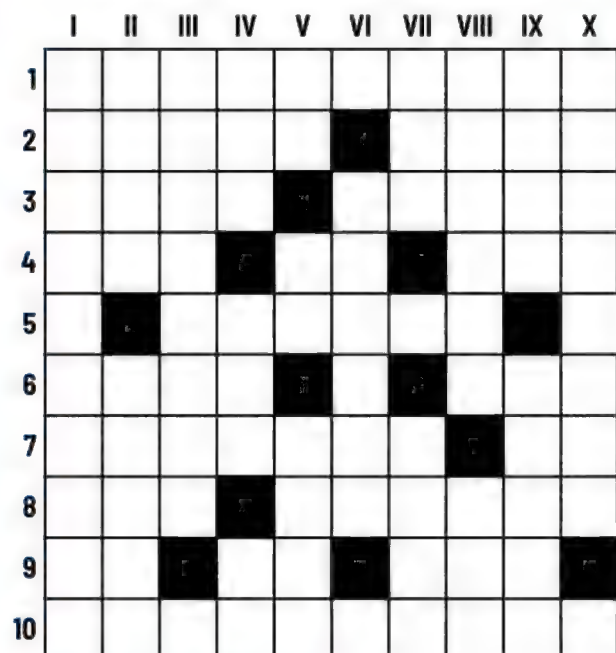
➤ [twitter.com/
humanite_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

➤ [linkedin.com/
company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

➤ **Compte lhumanitefr
sur Instagram**



MOTS CROISÉS N° 23 957 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Donner un aspect plus contemporain. **2.** Ligne d'intersection de deux plans. Bécane. **3.** Courroie fixée au harnais d'un cheval. Fils d'Agrippine. **4.** Collège. Note. Stand forain. **5.** Allongei par traction. **6.** Poisson d'eau douce. Espion royal portant souvent un habit de femme. **7.** Maladies des céréales. Elle est prioritaire. **8.** À partir d'un moment donné. Frère d'Électre. **9.** Erbium. Sur le calendrier. Lésé. **10.** Croiser par hasard.

VERTICALEMENT

I. Débattre le prix d'un objet pour l'obtenir à meilleur marché. **II.** Lisière d'une forêt. Cercueil. **III.** Crénelés. **IV.** Belle saison estivale. Qui est ainsi. Scandium. **V.** Dieu du Soleil. Pouah. Jeu de hasard joué avec des cartons portant un certain nombre de numéros. **VI.** Contre. **VII.** Petit if. Hume. **VIII.** Assujettie sans soudure. Certain. **IX.** Trésorier du roi Dagobert. Plante qui libère un liquide irritant. **X.** Ronfle sourdement.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Moderniser. **2.** Arête. Vêlo. **3.** Rêne. Neron. **4.** Cet. Fa. **5.** Étrai. **6.** Able. Éon. **7.** Nilles. Rn. **8.** Dés. Oreste. **9.** Er. St. Nul. **10.** Rencontre. **VERTICALEMENT. I.** Marchander. **II.** Orée. Bière. **III.** Dentelles. **IV.** Éte. Tel. Sc. **V.** Ré. **VI.** Loto. **VII.** Narre. **VIII.** Sertie. **IX.** Sur. **X.** Ronronne.

L'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance. Société nouvelle du journal
L'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice
de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général
et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon,
directeur des développements et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association
des lectrices et lecteurs de L'Humanité ;
l'Association des diffuseurs de L'Humanité.

Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),
Nancy-Print, CILA (Nantes)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du mardi 4 juin 31 015 exemplaires

Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique
et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



LA FÊTE DE L'HUMANITÉ LA BASE 217 (91)
Brétigny-sur-Orge
1^{er} et 2^{ème} PLEIN PAYS

13 • 14 • 15 Sept 2024

INFOS ET PROGRAMMATION SUR
FETE.HUMANITE.FR

TARIF SPÉCIAL
45€
LECTEURS ET LECTRICES

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS
TARIF SPÉCIAL LECTEURS ET LECTRICES

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile ☐ Pass 3 jours x 45 € = €

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal L'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

LES VOYAGES
L'Humanité

Cuba
CUBA NE SE RACONTE PAS.
CUBA SE VIT.

DU 18 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE 2024 • À PARTIR DE 2 980 €*

LE +

VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR
MAÏTÉ PINERO, EX-CORRESPONDANTE
DE L'HUMANITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

**RENSEIGNEMENTS
ET RÉSERVATIONS**

Association Cuba Linda
05 53 08 96 66
cubalinda@wanadoo.fr
voyage@humanite.fr

L'Humanité magazine **L'Humanité**

EN LUTTE

**L'AFP EN GRÈVE**

Une grève de vingt-quatre heures est organisée dès ce jeudi 10 heures. Les journalistes dénoncent un projet de réforme de la direction qui « remet gravement en cause » le système de leur expatriation, selon l'intersyndicale.

MOBILISATION À LA CENTRALE

Les salariés de la centrale Émile Huchet de Saint-Avold sont en grève depuis le 4 juin et pour une durée illimitée. Ils s'inquiètent des projets de reconversion du site, passant du charbon à la biomasse d'ici à 2027. Ils réclament une « feuille de route » claire.

DELIVEROO CONDAMNÉ

Ce mercredi, la cour d'appel de Paris a confirmé la condamnation en première instance pour travail dissimulé de la plateforme de livraison. L'entreprise avait annoncé son désistement de la procédure, rendant ainsi définitive la décision du parquet.



Ayant réussi à s'introduire dans les hautes sphères de l'aristocratie, le photographe Gwenn Dubourthoumieu a pu documenter les habits des ultra-riches, dans leurs cercles, clubs privés, écoles hypersélectes, chasses à courre... Ici, dans un cours de bonnes manières, place Vendôme, à Paris.

GWENN DUBOURTHOUMIEU

L'anti-ruissellement à la française

GRANDES FORTUNES Si la part des plus aisés de l'Hexagone a légèrement diminué depuis 2021, leur niveau de revenu et de patrimoine s'est significativement accru, relève le rapport sur les riches publié hier par l'Observatoire des inégalités.

Depuis une décennie, en France, il y a (un peu) moins de riches, mais la fortune des plus aisés progresse, tirée par la croissance exponentielle des multi-millionnaires, révèle le troisième rapport sur les riches, publié ce 5 mai par l'Observatoire des inégalités. Cet institut indépendant a fixé le seuil de richesse à 5790 euros (après impôts) pour un couple et 9650 euros pour une famille avec deux enfants de plus de 14 ans. Les 4,7 millions de Français concernés représentent 7,4 % de la population. En 2011, ils représentaient 9 % de la population. A contrario, le 1 % le plus riche de la population française captait 7,7 % de l'ensemble des revenus avant impôts au début des années 1980. Cette part atteint 12,7 % en 2022, selon le World Inequality Database. Le poids des 500 plus grandes fortunes a progressé de... 844 % en vingt ans.

« Cette concentration des richesses s'explique en partie par le fait que les revenus du travail ont progressé moins vite que ceux du capital. Or seuls les ultra-riches tirent leurs ressources exclusivement de la rente et de la finance. Mais on constate que ce sont aussi les salaires du 1 % le plus riche qui ont le plus progressé », éclaire Anne Brunner, directrice des études à l'Observatoire des inégalités. Côté patrimoine, la concentration est encore plus forte : 16,9 % des ménages disposent de plus de trois fois le patrimoine médian (hors endettement), c'est-à-dire plus de 531 000 euros. Les 10 % les plus

L'AGENDA



7, 13, 21 et 25 juin

Les dockers seront en grève, à l'appel de la CGT, pour peser sur les négociations au sujet de l'application de la réforme

des retraites et prolonger les mesures de départ anticipé pour les salariés ayant été exposés à l'amiante.

8 juin Fête des libertés à partir de 18 heures, place de la République à Paris, organisée par un collectif

réunissant des syndicats et des associations (CGT, Solidaires, Attac, LDH...), pour dénoncer les attaques contre les libertés et la criminalisation des actions revendicatives.

13 juin Les personnels de l'Autorité de sûreté nucléaire sont appelés, par le syndicat UNSP-FO, à faire grève pour dénoncer la « trahison » du gouvernement, qui ne prévoit pas pour eux d'augmentations de salaire.

fortunés, qui possèdent plus de 716 300 euros, possèdent près de la moitié de l'ensemble du patrimoine, selon l'Insee.

Être riche permet tout d'abord d'être propriétaire de son logement et de vivre en moyenne dans un espace 1,5 fois plus grand que les habitants moins fortunés de la même commune, selon les calculs de Vivien Charbonnet, de l'université de Tours. Près des deux tiers des plus aisés possèdent au moins un autre bien (résidence secondaire, logement mis en location, pied-à-terre, terrain...), qui leur procure des revenus supplémentaires ou des lieux où partir en vacances et recevoir.

Géographiquement, les plus aisés se regroupent dans certains arrondissements de la capitale ou de l'Ouest parisien. Par exemple, dans le 7^e arrondissement de Paris, il faut disposer de pas moins de 12 400 euros par mois après impôts pour une personne seule, ou de 18 600 euros pour un couple, pour entrer dans le top des 10 % les plus aisés de ce quartier ! En comparaison, le seuil d'entrée dans les 10 % les plus aisés se situe autour de seulement 2 200 euros par mois dans des communes comme Grigny (Essonne), La Courneuve (Seine-Saint-Denis) ou le 3^e arrondissement de Marseille. « Notre but, rassure Louis Maurin, le directeur de l'Observatoire, n'est pas de stigmatiser les plus riches, mais, avec ce seuil, d'indiquer sur quels segments on pourrait faire porter l'effort de solidarité nationale. » ■

EUGÉNIE BARBEZAT

Ci-dessous : indispensables, les cours de danse de salon, en vue de la participation à des rallyes ayant vocation, tout en évitant les mésalliances, à se créer un futur réseau social et professionnel.

En bas : comme la vénerie, les courses de chevaux sont une tradition aristocratique. Ici, dans la tribune réservée aux hommes du Jockey Club de l'hippodrome de Chantilly.

GWENN DUBOURTHOUMIEU

« Les riches font passer leurs privilèges pour un dû »

La sociologue Monique Pinçon-Charlot et le photographe Gwenn Dubourthoumieu publient *Entre-soi. Le séparatisme des riches*, un livre qui fait pénétrer le lecteur dans la bulle de faste et d'opulence d'une caste aussi soudée que prédatrice.

Comment les corps des « gens de la haute » sont-ils façonnés, dès l'enfance, pour s'imposer comme dominants ?

Dans l'autocratie ou la grande bourgeoisie, quand un bébé naît, il hérite par exemple de la robe de baptême des générations précédentes, symbole d'une mise en condition pour devenir le prochain mailon d'une lignée. Il lui faut ensuite acquérir les habits qui lui permettront d'être apte à hériter le capital social financier et patrimonial et à le transmettre. Cela passe par des cours de maintien où l'on cultive le port altier, la voix et les bonnes manières, l'habitude de porter des habits chargés de symboles. Les instances de socialisation des enfants de riches sont la famille, regardée sur le temps long des dynasties et sur le plan large des grandes cousinades, la fréquentation d'écoles et de clubs sportifs très sélects et la participation à des rallyes où l'on peut flirter sans risque de mésalliance. La construction de corps maîtrisés et valorisés, qui se fait toujours dans la solidarité, dans la joie et à travers des festivités multiples et variées dans des décors de rêve, permet de convaincre les autres de l'excellence du dominant. Cette somatisation du rapport de classe est partie intégrante du processus qui transforme l'arbitraire absolu de leurs privilèges en quelque chose de naturel, qui semble dû.



MONIQUE PINÇON-CHARLOT
Sociologue

l'Ouest parisien, où sont situés tous les cercles parisiens dans lesquels les grandes familles de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie aiment à se retrouver.

Une telle solidarité de classe est-elle envisageable dans le bas du spectre de richesse ?

Le plus important serait de reconstruire la classe ouvrière, qui a été détruite sous le double effet de la politique de la ville prônant l'aide à la personne contre celle

à la pierre et favorisant, dès les années 1970, sous la pression de Bouygues et ses maisons individuelles standardisées, l'émergence des zones pavillonnaires, tandis que les familles issues de l'immigration se sont trouvées ghettoïsées dans les cités en voie de délabrement. La classe ouvrière a été racialisée et coupée en deux entités séparées spécialement qui sont aujourd'hui difficiles à réconcilier. Le fait que la gauche soit désunie n'y aide pas... On peut parler avec Luc Boltanski d'une « crise de la critique du capitalisme ». Ce qui est aussi très important, c'est d'avoir des lieux où construire des solidarités dans la joie. La Fête de l'Humanité, cette ville éphémère qui accueille 500 000 personnes pendant trois jours, en septembre, en est un bel exemple. D'ailleurs, elle est bien souvent caricaturée en « fête de la merguez » par les puissants, qui ont bien conscience de la dangerosité pour eux du pouvoir fédérateur de ce rassemblement annuel. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR E. B.

Entre-soi. Le séparatisme des riches, de Monique Pinçon-Charlot et Gwenn Dubourthoumieu, Pyramyd, 176 pages, 25 euros.



« Les gendarmes m'ont accusé de ramener la politique dans l'entreprise »

RÉPRESSION Le cégétiste de Neuhauser, **Christian Porta**, a été convoqué par les forces de l'ordre, ce mardi, après de nouvelles plaintes de la direction d'Invivo, laquelle n'a jamais eu gain de cause contre lui.



Lavague de procédures intentées à des élus du personnel ou délégués syndicaux trop revendicatifs au goût du patronat a franchi un cap, ce mardi. Avec, dans le rôle du pot de fer, le géant de l'agroalimentaire français Invivo. Dans celui du pot de terre, Christian Porta. L'élus CGT d'une boulangerie industrielle Neuhauser, à Folschviller (Moselle), avait été mis à pied début février en vue d'un licenciement pour harcèlement et intimidation à l'encontre du management, contre l'avis de l'inspection du travail. Condamnée le 24 mai par le conseil des prud'hommes de Forbach à réintégrer le syndicaliste, la direction a réitéré illico presto ses griefs avec le dépôt de plainte de cinq de ses membres. À nouveau convoqué à la gendarmerie ce mardi, Christian Porta nous décrit ce nouvel épisode d'acharnement.

ENTRETIEN

Sur quels motifs avez-vous été convoqué à la gendarmerie ce matin ?

La direction d'Invivo, qui m'a licencié, est en train de perdre sur tous les dossiers puisque l'inspection du travail a demandé ma réintégration. Mais elle maintient la pression. Cinq cadres de l'entreprise ont porté plainte contre moi au motif que

je « harcelais » la direction. À la suite de ces plaintes, la gendarmerie voulait me mettre en garde à vue pour m'interroger. Mais le procureur de la République a décidé qu'aucun élément ne pouvait être retenu pour l'y autoriser. Finalement, j'ai passé une audition en ressortant libre en début de matinée.

Quelles sont les questions qui vous ont été posées par les gendarmes ?

C'étaient des questions extrêmement étranges, très, très politiques. Ils m'ont demandé par exemple pourquoi les représentants syndicaux bloquaient certains projets en demandant des expertises en comité social et économique (CSE). Ils m'ont même accusé de ramener la politique dans l'entreprise. J'ai vraiment eu l'impression que c'étaient des questions écrites par la direction.

Quelle est votre situation dans l'entreprise au regard des procédures ?

Dans un premier temps, j'ai gagné : l'inspection du travail a demandé ma réintégration à la suite de mon licenciement de l'usine. Mais la direction n'a pas respecté cette décision et m'a tout de même licencié. Invivo a aussi contesté la décision de l'inspection du travail de Moselle devant

le ministère du Travail. On attend la réponse. J'ai le droit d'exercer mes mandats syndicaux mais la direction ne les reconnaît pas tous. Bien que l'inspection du travail ait demandé ma réintégration comme membre du CSE, la direction refuse ma présence aux réunions. J'ai juste le droit d'accéder au local syndical.

Comment analysez-vous les attaques que vous subissez ?

On fait vraiment face à une offensive du patronat qui veut nous faire payer les mobilisations massives contre la réforme des retraites et les grèves sur les salaires, comme celles que nous avons faites à Invivo. Comme on est dans une conjoncture réactionnaire, le patronat en profite pour attaquer les délégués syndicaux dans les entreprises. Cette vague de répression qui s'intensifie touche aussi les syndicalistes qui apportent leur soutien à la Palestine, comme Jean-Paul Delescaut (secrétaire de l'union départementale CGT du Nord - NDLR). Comme mon licenciement d'un grand groupe de l'agro-business a bien été relayé en France, ce qui est en train de

m'arriver est assez inédit : j'ai contre moi l'avant-garde du patronat qui se radicalise et essaie de donner le ton à tous les autres patrons. Il y a plein de cas similaires en France. Nous sommes contactés aussi bien par des collègues de petites entreprises que de grands groupes tel Dassault. Tous nous disent qu'ils vivent la même chose chez eux. Il y a tout intérêt à organiser une réponse large.

Êtes-vous seuls face à ces attaques ou vous sentez-vous soutenu ?

Il y a un très fort soutien, on le sent sur les réseaux sociaux par exemple, mais aussi par l'appui que nous apportent localement les associations, les groupes politiques comme le PCF, les Verts ou la France insoumise. Jacques Maréchal (PCF de Moselle) ou Marine Tondelier (EELV) sont venus devant l'usine. Ce mardi, les insoumis ont posé une question orale au gouvernement concernant la répression anti-syndicale. Il faut dire que la situation est grave. En ce qui concerne mon audition à la gendarmerie, le procureur de la République n'était même pas au courant

« Bien que l'inspection du travail ait demandé ma réintégration comme membre du CSE, la direction refuse ma présence aux réunions. »



La CGT demande une commission d'enquête sur les répressions

Lors d'un meeting, le 5 juin, à Montreuil, Sophie Binet a annoncé saisir la Commission nationale consultative des droits de l'homme, ainsi que la Défenseure des droits pour que celle-ci consacre son prochain baromètre aux libertés syndicales.

Comme un symbole de la répression qui s'abat sur les cégétistes. Alors qu'il devait prendre la parole lors d'un meeting pour les libertés syndicales, mardi 4 juin à Montreuil (Seine-Saint-Denis), Timothée Esprit a appris, dans la matinée, son licenciement de son entreprise dans la chimie: «*Le motif invoqué ? J'ai partagé sur ma page Facebook une publication d'une organisation de gauche palestinienne.*» L'employeur l'accuse d'apologie du terrorisme, malgré son mandat syndical. Pour les syndicaliste, la raison est tout autre: «*Dans mon entreprise, la CGT fait 58 %. Nous avons combattu durablement un PSE. Depuis 2022, nous en sommes au cinquième militant mis dehors, 4 licenciements plus une personne qui a démissionné pour ne pas se foutre en l'air.*»

« 10 000 EUROS D'AMENDE POUR UN FEU DE PALETTES »

Timothée Esprit et ses camarades ne sont pas des cas isolés. Depuis la réforme des retraites, plus de 1 000 militants et cadres de la CGT sont inquiétés par des poursuites judiciaires ou disciplinaires. Dont trois membres du bureau confédéral: Sébastien Menesplier et Myriam Lebkiri pour des actions pacifistes lors du mouvement social de 2023. Et

Céline Verzeletti, qui comparaitra le 1^{er} juillet au tribunal d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), à la suite d'une plainte en diffamation pour un tract hébergé sur le site de l'UFSE-CGT.

Depuis la réforme des retraites, plus de 1 000 militants et cadres de la CGT sont inquiétés par des poursuites judiciaires ou disciplinaires.

De son côté, Laurent Indrusiak détient un triste record. Le secrétaire départemental de la CGT Allier compte 29 convocations et a comparu 9 fois devant les tribunaux pour 4 condamnations. «*En 2020, j'ai été condamné en première instance à 10 000 euros d'amende avec sursis pour un simple feu de palettes, avant d'être relaxé en appel*, raconte Laurent Indrusiak. *Quand la BAC (brigade anticriminalité) vous interpelle un dimanche, devant vos proches, et que vous ressortez avec trois jours d'interruption temporaire de travail, cela a forcément des conséquences sur nos familles et impacte notre action syndicale.*»

À Carhaix, dans le Finistère, ce sont 10 militants, dont 6 cégé-

tistes et 2 cédétistes, qui sont inquiétés à la suite de l'envahissement d'une réunion de l'agence régionale de santé pour protester contre la fermeture des urgences. «*Nous avons autre chose à faire que de faire le Tour de France des commissariats. Les services de police devraient se consacrer aux violences faites aux femmes ou à la lutte contre les narcotrafics !*», tance Sophie Binet.

UNE LOI D'IMMUNITÉ POUR LES SYNDICALISTES

Lors de ce meeting, la secrétaire générale de la CGT a interpellé les parlementaires. La numéro 1 de la centrale de Montreuil réclame une loi pour qu'une immunité semblable à celle des parlementaires soit conférée aux délégués syndicaux et demande de plus l'ouverture d'une commission d'enquête sur la répression anti-syndicale en cours.

Sophie Binet annonce par ailleurs saisir la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) pour obtenir un rapport sur les atteintes aux libertés. Elle demande à la Défenseure des droits, Claire Hédon, de consacrer son prochain baromètre aux libertés syndicales. La CGT sera partie prenante de la Fête des libertés, ce samedi 8 juin, place de la République à Paris.

NAÏM SAKHI

Le 5 avril, blocage du site Invivo de port de Metz, en soutien et en présence de Christian Porta (à gauche), délégué syndical CGT, harcelé par la direction. ADRIEN LABIT/COLLECTIF DR

que j'allais être mis en garde à vue, alors que le dossier est complètement vide. C'est hallucinant. Mes collègues ont fait grève. D'ailleurs, si les gens veulent participer à la caisse de grève, c'est un bon moyen de nous aider (1).

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JEAN-JACQUES RÉGIBIER

(1) Sur cotizup.com



Chez votre marchand de journaux jeudi 6 juin

DANS CE NUMÉRO

À LA UNE Léon Deffontaines, le candidat PCF aux élections européennes, face à des jeunes. Ils ont débattu sur ce que peut et doit faire l'UE pour être au service des peuples.

L'histoire de la semaine Quatre-vingts ans après la rafle des enfants d'Izieu, la protection judiciaire de la jeunesse a entrepris un voyage mémoriel avec des mineurs sous main de justice.

Une expérience de sensibilisation remarquable.

Le reportage Cinq ans après la fermeture de l'emblématique usine Ford, retour à Blanquefort où les promesses d'emploi se font attendre.

Le temps de vivre Découvrez Endo'travail, une application qui permet de prendre conscience des

difficultés à vivre l'endométriose dans le milieu professionnel.

Et aussi... Nicolas Eekman, graveur, peintre dessinateur à l'œuvre si singulière. Le business des transferts de joueurs de foot, le documentaire qui révèle l'ampleur du racisme dans le foot, l'histoire de l'insurrection populaire du 6 juin 44... **Et tous nos rendez-vous et chroniques.**

l'Humanité
magazine

« Pour amener des négociations, il faut des sanctions contre Israël »

PROCHE-ORIENT Alain Gresh suit et analyse les questions des Proche et Moyen-Orient depuis des décennies. Il décrypte l'attitude de la France depuis les attaques du 7 octobre.

La Slovaquie a reconnu, mardi, l'État de Palestine. Près de 60 % des Slovaques soutiennent cette mesure, tandis que 20 % d'entre eux s'y opposent, selon un sondage réalisé en avril. L'État de Palestine est aujourd'hui reconnu, en attendant la prise en compte du vote du Parlement slovaque, par 146 des 193 membres de l'ONU, selon des chiffres livrés par l'Autorité palestinienne. C'est maintenant une donnée politique majeure qui traverse l'Union européenne. Alain Gresh, directeur des sites d'information Orient XXI et Afrique XXI, vient de publier *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir* (lire ci-contre). Pour l'Humanité, il revient sur cette question de l'État de Palestine et analyse la situation créée par les attaques du 7 octobre.

En quoi la reconnaissance par la France d'un État de Palestine serait importante ?

C'est symboliquement important parce que plus la Palestine s'intègre au système diplomatique international, au système des relations internationales, plus elle a de moyens d'action. Par exemple, le fait que la Cour pénale internationale (CPI) ait pu prendre position sur ce qui s'est passé à Gaza alors qu'Israël n'est pas signataire du statut de Rome, c'était dû au fait que la Palestine a pu adhérer à la CPI. Mais la seule façon d'amener une négociation pour une solution à deux États que les Occidentaux prétendent vouloir, c'est de faire pression sur Israël, c'est-à-dire des sanctions. Il faut sanctionner Israël pour la violation permanente depuis 1967

de dizaines de résolutions des Nations unies. Si Israël ne paye pas le prix de l'occupation, il ne se retirera jamais.

Plus généralement, comment jugez-vous l'attitude de la France sur ce dossier ?

On peut constater qu'aujourd'hui la France est à l'arrière-garde sur la question palestinienne, par rapport à l'Espagne ou d'autres pays, alors que, dans les années 1980-1990, au moment de la déclaration de Venise (la reconnaissance par les États européens des droits des Palestiniens à l'autonomie gouvernementale - NDLR), elle était à l'avant-garde. C'est un vrai tournant de la politique française. C'est un alignement de plus en plus clair et affirmé aux côtés d'Israël, au nom d'ailleurs de la solidarité occidentale.



ALAIN GRESH
Journaliste, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, directeur des sites d'information Orient XXI et Afrique XXI

On vous connaît par vos analyses sur le Proche et Moyen-Orient. Cette fois, vous avez écrit un ouvrage dans l'urgence, comme sous le coup de l'émotion. Pour quelles raisons ?

D'abord, c'est le massacre des Palestiniens qui se déroule sous nos yeux et contre lequel la communauté internationale, en tous les cas les pays européens et les États-Unis, ne fait pas grand-chose. L'urgence est de sauver les Palestiniens à Gaza.

De toute ma vie de journaliste, je n'avais jamais vu une telle campagne de désinformation en faveur d'Israël dans les médias français et d'appui à Israël par les politiques français. Ce qui se joue à Gaza, c'est bien plus que la survie des Palestiniens, c'est bien plus que la question palestinienne, c'est en partie l'avenir de l'ordre international. Gaza peut signer la fin

de toute idée de droit international, simplement remplacée par le droit de la force. Le fait que la Cour pénale internationale et la Cour internationale soient saisies représente une toute petite lueur d'espoir : il peut y avoir une autre voie que celle de la force.

Vous dites aussi que le conflit a mis au jour et accentué la fracture entre l'Occident et le reste du monde.

De quelle manière ?

Au moment de l'entrée de l'armée russe en Ukraine, l'ensemble des pays, à peu d'exceptions, ont condamné cette invasion. Mais, quand les Occidentaux ont essayé de les entraîner dans leur politique de sanctions à l'égard de la Russie, personne n'a suivi en dehors du monde occidental. Et un des arguments des pays du Sud était de dire : « On comprend que, pour vous, l'Ukraine représente une question de géopolitique. Mais ce n'est sûrement pas une question de principe. Ce n'est sûrement pas une question de droit international parce qu'ailleurs vous le violez. » Avec Gaza, la même réaction est à l'œuvre.

Selon moi, tout a commencé avec les attentats du 11 septembre 2001. Ils ont marqué un tournant dans le fait que les pays occidentaux, petit à petit, au nom de la guerre contre le terrorisme, ont jeté à bas les velléités de se réclamer du droit international. Cela risque de s'accroître si seul l'écrasement des Palestiniens ne sort de cette guerre à Gaza.

ENTRETIEN





La ville de Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, le 1^{er} juin.
MAHMOUD ISSA/MIDDLE EAST IMAGES/AFP

LIVRE COMPRENDRE CE QUI SE JOUE À GAZA

Les écrits d'Alain Gresh, analyste et fin connaisseur du Moyen-Orient, aident toujours à comprendre des événements complexes. Son nouvel ouvrage (1) ne déroge pas à la règle. Cette fois, l'auteur s'est exprimé dans l'urgence. La charge émotionnelle créée par le choc du 7 octobre s'est traduite, en France et dans le monde, non pas par plus de débats, mais au contraire par des invectives, voire des interdictions pour quiconque ne partage pas un soutien sans faille à Israël. Alain Gresh, au contraire, veut aller au fond des questionnements, qu'il s'agisse du Hamas et de la nature de cette organisation palestinienne dans le cadre de la lutte de libération, ou du fossé qui s'est créé entre les pays occidentaux et le reste du monde. À l'heure du risque de génocide de plus en plus marqué, il y a urgence à lire cet ouvrage.

(1) *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir* d'Alain Gresh, Les liens qui libèrent, 192 pages, 18 euros.

On entend que tout aurait commencé le 7 octobre, ce qui est une vision biaisée. De quoi le 7 octobre est-il le nom ?

Le plus étonnant est que le 7 octobre n'a étonné que les gens qui voulaient bien l'être, c'est-à-dire les dirigeants occidentaux, convaincus que la question palestinienne, que les Palestiniens étaient morts. Dans une interview qu'il avait donnée à *Orient XXI*, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a rappelé que lors d'une réunion des partis politiques convoquée par Macron l'été dernier, il avait posé la question de la Palestine et le président de la République lui avait répondu qu'il s'agissait d'un conflit secondaire. Toute l'idée était de faire la paix entre Israël et les pays arabes et de laisser de côté les Palestiniens. C'était une idée qui montre une méconnaissance de la situation au Proche-Orient.

Tout le monde a été surpris par l'attaque du 7 octobre, moi y compris. Mais tout le monde savait que si l'occupation continuait, il se passerait quelque chose : des actions terroristes ou une intifada... On ne peut pas maintenir 7 millions de gens sous occupation, les contrôler en permanence et penser que tout va bien se passer. Donc le 7 octobre est le nom de cette question palestinienne, centrale pour le Proche-Orient. L'ignorer, c'est se préparer à des lendemains qui déchantent.

Dans le livre, vous revenez aussi sur le Hamas lui-même.

Je le présente de manière un peu provocatrice. Le Fatah a fait le pari, en 1993, d'une solution politique et diplomatique avec les accords d'Oslo. Le Hamas l'a critiqué, il était dans l'opposition. Mais la stratégie du Fatah a échoué, et l'opposition a gagné les élections en 2007, qui étaient des élections démocratiques. Dans leur majorité, les gens ne soutenaient pas le Hamas pour des raisons idéologiques, mais parce qu'il avait l'air d'offrir une autre voie à la déliquescence de l'Autorité palestinienne, à l'impasse des négociations. Le Hamas a été capable de capitaliser là-dessus. Aujourd'hui, il n'a jamais été aussi populaire, non seulement parmi les Palestiniens, mais dans l'ensemble de la région. Et pas parce qu'il y a une sympathie pour les Frères musulmans ou les islamistes, mais parce que les gens ont l'impression qu'ils offrent une voie pour la libération. On peut penser que c'est illusoire, qu'à la fin ils vont être écrasés. Mais je comprends que les gens à Gaza, enfermés depuis vingt ans, préfèrent une explosion que mourir à petit feu.

« Plus que la question palestinienne, c'est en partie l'avenir de l'ordre international qui se joue. »

Que cela peut-il signifier pour le mouvement national palestinien ?

C'est vraiment difficile parce que le Hamas et le Fatah sont très divisés. L'un des problèmes réside dans la coexistence de deux pouvoirs, avec tous ses attributs : le Hamas à Gaza et l'Autorité palestinienne à Ramallah. Aucun des deux ne veut lâcher. Ces deux pouvoirs ont tout fait pour empêcher l'émergence de

nouvelles élites palestiniennes, qu'on voit beaucoup à l'étranger, dans la diaspora. Il y a aujourd'hui des cadres politiques, des intellectuels brillants, qui jouent un rôle très important, d'ailleurs, dans les mobilisations. Mais, à l'intérieur, c'est très compliqué. En Cisjordanie, les nouvelles élites, celles qui veulent faire entendre une voix différente, sont réprimées par l'Autorité et par les Israéliens. À Gaza, elles sont réprimées par le Hamas. Il est extrêmement difficile, dans ces conditions, de voir émerger des perspectives. Il est encore vraiment très tôt pour dire quelles vont être les conséquences, à moyen terme même, de ce qui s'est passé le 7 octobre, pour le mouvement national palestinien. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

Le rendez-vous
des livresReus, 2066, de Pablo
Martin Sanchez. p. 11Un degré de séparation, de
Pablo Mehler Liana Levi. p. 20Dire vrai,
d'Isild Le Besco. p. 26

Goliarda Sapienza, la liberté à tout prix

LITTÉRATURE À l'occasion du centenaire de la naissance de l'autrice italienne (1924-1996), paraissent une biographie de Nathalie Castagné, sa correspondance, *Miroirs du temps*, et un récit de son dernier compagnon, Angelo Maria Pellegrino.

Miroirs du temps, correspondance traduite de l'italien par Nathalie Castagné, le *Tripode*, 320 pages, 25 euros
Goliarda, d'Angelo Maria Pellegrino, 200 pages, 17,90 euros

Longtemps, Goliarda Sapienza fut considérée comme l'autrice d'un seul livre, *l'Art de la joie*. Une œuvre maudite, refusée de son vivant par tous les éditeurs italiens, probablement en raison de son caractère sexuel et subversif – les trente premières pages contiennent un viol, un inceste et un parricide. C'est paradoxalement grâce à ce grand roman baroque qu'elle connaît depuis vingt ans une gloire posthume. Publié

en 1998, deux ans après la mort de Sapienza, grâce à Angelo Maria Pellegrino, *l'Art de la joie* passe d'abord inaperçu en Italie. Jusqu'à ce que l'éditrice française Viviane Hamy décide de le publier. L'éditeur Frédéric Martin, aujourd'hui directeur des éditions du Tripode et à l'époque collaborateur de Viviane Hamy, se souvient de son émotion : « *Ma vie n'aurait pas été la même sans ce texte, le deuxième sur lequel je tombais.* » Traductrice des œuvres complètes de Sapienza et autrice d'une récente biographie, *Vies, morts et renaissances de Goliarda Sapienza* (Seuil), Nathalie Castagné raconte avoir été « *soufflée, survoltée* » en découvrant les premières lignes de *l'Art de la joie*. « *C'est la France qui l'a fait connaître, c'est une renaissance posthume* », rappelle-t-elle.

ISSUE D'UNE FAMILLE NOMBREUSE, ELLE GRANDIT DANS UN MILIEU LETTRÉ ET TRÈS POLITISÉ

Paru en 2005 chez Viviane Hamy, *l'Art de la joie* connaît un succès inattendu et un destin de long-seller avec 500 000 exemplaires vendus à ce jour en France. En Italie, la prestigieuse maison d'édition Einaudi finit par le republier, lui donnant une meilleure visibilité. À la tête du Tripode, Frédéric Martin entreprend en 2012 de faire paraître les œuvres complètes, en étroite collaboration avec Angelo Maria Pellegrino. S'émancipant de l'ordre chronologique d'écriture, il commence par *Moi, Jean Gabin*, un livre solaire sur l'enfance de Goliarda Sapienza à Catane, en Sicile, dans un quartier populaire où elle se promène au milieu des voyous et des prostituées et tient la dragée haute aux garçons en leur racontant, moyennant quelques pièces, les films qu'elle voit au cinéma. Suivront *l'Université de Rebibbia*, captivant récit de son séjour en prison pour vol de bijoux, *les Certitudes du doute* et *Rendez-vous à Positano*, qui met en scène sa relation intime avec une jeune femme de la côte amalfitaine. Au total, une quinzaine de volumes (en comptant les Poche) paraîtront au Tripode, dont *le Fil de midi*, récit de sa psychanalyse à la suite d'une profonde dépression et des électrochocs, les *Carnets*, magistral contrepoint des romans et document sur la vie culturelle de l'Italie des années 1950 à 1970, et *Ancestrale*, un recueil de poésies. Une aventure éditoriale qui s'achève pour le centenaire de sa naissance avec *Miroirs du temps*, sa foisonnante correspondance, mine d'or pour les chercheurs, et *Goliarda*, un texte autobiographique d'Angelo Pellegrino, qui témoigne de sa flamme intacte en revenant, avec une jeune photographie, sur les lieux de l'écriture de *l'Art de la joie*.

Née à Catane le 10 mai 1924, Goliarda Sapienza grandit dans un milieu lettré et très politisé, avec sept frères et sœurs plus âgés, nés d'unions précédentes de ses parents, Giuseppe Sapienza et Maria Giudice. Son père, sicilien, est « l'avocat des pauvres ». Sa mère, d'origine lombarde, pour qui Goliarda nourrit une profonde admiration, fut la directrice, en mai 1916, du *Cri du peuple*,



Goliarda Sapienza, en 1964, à Rome. ARCHIVES GOLIARDA SAPIENZA

dont Gramsci était rédacteur en chef. Féministe, Maria Giudice fut aussi la première femme à être secrétaire de la Chambre du travail de Turin. Dans cette fratrie nombreuse, Goliarda est proche d'Ivanoe, qui l'initie à la lecture. Elle le qualifiera plus tard de « *léniniste sanguinaire* ». L'écrivaine, qui porte le nom féminisé d'un frère mort, fera de cette enfance le matériau de son œuvre littéraire : dans *Lettre ouverte*, règlement de comptes avec sa famille, dans *Moi, Jean Gabin*, mais aussi dans *l'Art de la joie*, même si l'histoire de son héroïne, Modesta, commence en 1900. « *Elle a mis tout ce qui était essentiel pour elle, y compris son héritage qu'elle a reconfiguré. C'est un livre des années 1970 en ce sens où les questions sexuelles sont très importantes* », analyse Nathalie Castagné.

« SON STYLE MULTIFORME EST EXTRÊMEMENT INCARNÉ, ELLE PASSE D'UN MODE D'ÉCRITURE À UN AUTRE »

En 1940, elle part avec sa mère à Rome pour passer le concours de l'Académie d'art dramatique, qu'elle réussit, à condition de perdre son accent sicilien. Après un engagement dans la Résistance pendant l'occupation de Rome, elle entame, dans les années 1950, une carrière de comédienne au théâtre et au cinéma. Pendant dix-sept ans, elle est la compagne du cinéaste Francesco (Citto) Maselli, qui deviendra une figure du Parti communiste italien. On retrouve dans son écriture des traces de cette formation : « *Son style multiforme est extrêmement incarné, elle passe d'un mode d'écriture à un autre, avec des dialogues. L'Art de la joie contient à la fois un journal, des discussions politiques, des choses très narratives et de la poésie. C'est rare de jouer à ce point entre le corps et l'intellect, une réflexion intellectuelle presque froide et des choses très charnelles* », poursuit Nathalie Castagné. « *Angelo Maria Pellegrino disait que son rapport au théâtre et au cinéma en faisait une*

Anarchiste, hypersensible, amoureuse des hommes comme des femmes, l'artiste se défiait des dogmes et des chapelles.

écrivaine moderne, l'art du montage dans ses textes est étonnant », ajoute Frédéric Martin. Les *Carnets* et la correspondance se font l'écho d'une vie mondaine et d'une intégration dans le milieu culturel de l'époque, très marqué par l'engagement communiste, qui prend plus ou moins fin quand Sapienza entreprend d'écrire son grand œuvre.

Commencent alors quinze années marquées par la solitude, la dépression et le dénuement. C'est aussi à cette période qu'elle rencontre Angelo, de vingt-trois ans son cadet. Il l'aidera à achever *l'Art de la joie*.

Anarchiste, hypersensible, amoureuse des hommes comme des femmes, Goliarda Sapienza se défiait des dogmes et des chapelles. « *C'est une pensée de la liberté* », résume Frédéric Martin. Qu'on aime ou pas son esthétique, elle fascine par son désir d'absolu : « *Je me suis fait violence pour aller au bout de l'Art de la joie. Tout y est démesuré. C'est un étrange objet qui prend le vent par tous les bouts. Mais ce qui est saisissant, c'est la puissance, l'énergie, l'élan vital éperdument jeté* », confie l'écrivaine Marie-Hélène Lafon, qui a lu à voix haute des passages de la correspondance à la Maison de la poésie. En mai dernier, au Festival de Cannes, l'actrice et cinéaste Valeria Golino a présenté *l'Arte della gioia*, une série en 6 épisodes réalisée pour la chaîne italienne Sky : « *Si on lit le livre, on peut trouver une vingtaine de raisons de l'adapter. Modesta est une figure féminine unique dans la littérature, pas seulement italienne, qui désobéit à toutes les règles. Elle est puissante, sans aller toujours vers le bien. C'est très rare de pouvoir raconter aussi les torts, pas seulement la maternité ou la femme victime. Modesta est libre dans ses torts.* » La formule n'aurait pas déplu à Goliarda Sapienza. ■

SOPHIE JOUBERT

2066, l'année où il faudra évacuer l'Espagne

LITTÉRATURE La trilogie autobiographique de Pablo Martin Sanchez, après *l'Instant décisif* et *L'anarchiste qui s'appelait comme moi*, s'achève avec une fiction dystopique virtuose, un thriller politique impressionnant.

Reus, 2066, de Pablo Martin Sanchez, traduit de l'espagnol par Jean-Marie Saint-Lu, Zulma & la Contre Allée, 368 pages, 23 euros

En 2066, le 24 juin, Pablo Martin Sanchez, âgé de 89 ans, décide de commencer à noter ce qui lui arrive. L'homme, diront en 2108 ses éditeurs genevois, est un « *auteur mineur de la fin du siècle passé* ». Le texte a le caractère d'un document, précisent-ils, d'autant plus qu'il est manuscrit. Une rareté due à sa période de rédaction, pendant le « *big black out* », « *la Grande Panne* » d'électricité qui a sévi en Espagne durant cette période.

C'est à la suite d'une entorse qu'il s'est faite en sautant au-dessus d'un feu de la Saint-Jean qu'il décide de tenir son journal. La forme provient, dit-il avec malice, du *Journal d'un fou*, de Gogol, un livre que le docteur Audrey Lourenço lui apporte pour le distraire. Pas tout à fait un hasard, tout cela : Pera Mata, la maison de santé pour mutilés de guerre et personnes âgées où il se trouve, fut jadis un hôpital psychiatrique célèbre (1).

Dans un pays privé d'électricité, où les « *aléphones* » sont muets, lire et écrire sans le secours de machines sont des recours précieux. Et les livres sont aussi de précieuses réserves de papier. Il écrit « *sur* » des livres.

ALLIANCES ET TRAHISONS

On ne manque pas seulement d'électricité à Reus, en 2066. Après la Troisième Guerre mondiale, déclenchée par une attaque bioterroriste au Stade de France lors de la finale de la Coupe du monde de football, un « *pacte de la honte* », nouvelle version, impose une évacuation de la péninsule Ibérique, qui sera transformée en base militaire. Un délai, le « *moratoire* », est donné aux habitants. C'est pendant cette période que l'écrivain tient son journal.

Dans un monde où peu à peu tout s'arrête, une petite communauté vit en état de siège. Les provisions viennent à manquer, les pillards se font de plus en plus dangereux. Les alliances, les trahisons, les rivalités s'enchaînent. Aussi les amours comme celui, improbable, qui se noue entre le narrateur et le médecin.

Le Pablo Martin Sanchez de la fiction, tout comme son double,

est un écrivain oulipien (2). Son texte est parsemé de (vrais) jeux, d'allusions et de contraintes. Ainsi ce « *poème irrationnel* » où chaque mot a autant de lettres que la décimale correspondante du nombre Pi, un défi pour le traducteur qui finit par s'avouer vaincu. L'auteur n'en propose pas moins un véritable thriller dans la meilleure veine des dystopies post-apocalyptiques, où la tension narrative est subtilement maîtrisée. L'angoisse, le soulagement, la surprise sont distillés avec virtuosité, et la mise à distance créée par la rédaction du journal permet au lecteur de réfléchir aux questions politiques graves posées par une situation qui peut, qui sait, nous concerner un jour. Peut-être même avant 2066. ■

ALAIN NICOLAS

(1) Francesc Tosquelles y exerça avant de se réfugier en France pour fuir le franquisme. Il fut un des fondateurs de la psychiatrie institutionnelle à Saint-Alban, où il participa à la Résistance.
(2) L'Oulipo (Ouvroir de littérature potentielle) est un mouvement littéraire fondé sur le potentiel générateur de la contrainte pour l'écriture et la composition de textes.



Dans un pays privé d'électricité, le héros s'est retranché dans un ancien hôpital psychiatrique. GETTY IMAGES



Né d'un père inconnu et d'une mère qui ne dit rien

LITTÉRATURE C'est le drame, en forme de quête perpétuelle sur le mystère de sa naissance, que vit un écrivain en panne, dans un premier roman qui témoigne déjà d'une grande maîtrise.

Un degré de séparation, de Pablo Mehler, Liana Levi, 192 pages, 19 euros

Né aux États-Unis de parents argentins, Pablo Mehler vit en France. Il donne à voir un écrivain en quête de ses origines, d'abord d'un père, dont il ne sait rien, confronté qu'il est au silence d'une mère, brillante intellectuelle, critique littéraire au *New Yorker*. En quelque 200 pages, l'auteur saisit sur le vif l'existence de Frederic Altman, errant affectif en panne d'inspiration. Écrivain à la réputation établie, le voici, du jour au lendemain,

incapable d'écrire une ligne. C'est alors qu'il doit vider l'appartement de sa mère, morte en Ehpad. Dans les effets personnels de la défunte, il tombe sur un Photomaton. Elle y figure au côté d'un inconnu. Prise peu avant la naissance du héros malheureux, la photo sonne la fin du mystère. Altman se lance dans une quête qui le mène de New York à Paris, via un voyage express sur les traces du passé.

Le livre donne avant tout à entendre le silence qui peut déterminer une existence.

Chaque chapitre renvoie soit au présent, soit à jadis. Fils unique d'une famille – juive du côté de la mère – dévastée par la guerre et l'exil, l'écrivain en panne évoque son enfance, sa vie de jeune adulte, mais aussi les trois jours qu'il passe à Paris en quête de l'inconnu de la photo. Il braque le projecteur sur les coins d'ombre du passé. Il accentue la lumière et force le trait sur sa mère, femme fragile et intraitable, fermée à toutes marques d'affection, sans cesse demeurée distante à l'endroit d'un fils qui n'en finissait pas de lui demander des comptes.

Serait-il possible que, derrière le secret si bien gardé, qui tient le lecteur en haleine, puisse se glisser une autre histoire, sous-entendue par Pablo Mehler, qui suggérerait les milliers de victimes, en Argentine, pays des origines de l'auteur, quand, durant la féroce dictature militaire, les disparus se sont comptés par milliers, les bébés des « rouges » étant arrachés à leur mère pour être donnés à des proches du pouvoir ?

Un degré de séparation, où sont exposés avec grand talent des caractères bien trempés, donne avant tout à entendre le silence qui peut déterminer une existence. Ainsi, le héros, vu à divers âges de sa vie, ne parviendra jamais à savoir, malgré ses tentatives réitérées. Ce silence assourdissant, qui le paralyse (son éditeur parisien n'arrête pas de lui dire : « C'est un bon sujet, tu devrais en faire quelque chose »), constitue en effet le véritable sujet de ce premier roman, qui témoigne déjà d'une grande maîtrise et qu'on ne lâche pas jusqu'au point final. ■

MURIEL STEINMETZ



Quand un visage sur une photo sonne la fin du mystère... DEBORAH PENDELL/BETTY IMAGES

L'amer bilan d'un exil pourtant désiré

LITTÉRATURE La romancière Brenda Navarro dissèque la désillusion de ceux qui ont fui le Mexique pour subir, à Madrid, la misère et le racisme.

Des cendres dans la bouche, de Brenda Navarro, traduit de l'espagnol (Mexique) par Sarah Mustad, Mémoire d'encrier, 228 pages, 20 euros

Brenda Navarro, née à Mexico en 1982, est une grande voix féministe de la littérature hispanophone de nos jours. Son roman s'ouvre sur le suicide de Diego, frère cadet de celle qui dit « je ». Il s'est défenestré. Elle doit ramener ses cendres au Mexique. Le récit remonte la pente des années écoulées en exil. La mère quitte le pays où « les femmes, on les tue, on les viole, on les enlève ». Ses deux enfants la rejoignent en Espagne. La terre promise laisse à désirer. On humilie les enfants au

teint foncé. Le professeur de musique interdit à Diego de « s'appuyer sur le mur parce que la graisse de ses cheveux y laisse des traces ». La narratrice, enfant, doit faire du baby-sitting. L'Europe n'est pas ce que l'on imaginait. L'immigrée, c'est la « pachita », bonne qu'à faire des ménages et torcher les personnes âgées.

Le retour des cendres au Mexique est l'occasion pour l'héroïne d'une amère réflexion sur l'exil, et l'expérience de la migration s'avère incommunicable. L'écriture de Brenda Navarro, volontiers orale, évite les guillemets. La page est un lieu étouffant. Les mots s'y collent les uns aux autres, à l'instar des immeubles des quartiers pauvres de Madrid, tous identiques, pour « nous dire que nous étions trop pauvres pour avoir de la couleur ». ■ M. S.

Isild Le Besco, des mots pour sortir de la dissociation

RÉCIT La comédienne et réalisatrice témoigne des violences subies depuis l'enfance et de ses efforts pour échapper à la domination. Un texte important.

Dire vrai, d'Isild Le Besco, Denoël, 176 pages, 18 euros

C'est une pierre de plus sur le long chemin qui mène à la dénonciation des violences sexistes et sexuelles, dans le monde du cinéma et dans toutes les couches de la société. Depuis la prise de parole de Judith Godrèche révélant l'emprise qu'a exercée sur elle le cinéaste Benoît Jacquot quand elle avait 15 ans, d'autres actrices ont osé parler, sans forcément porter plainte. Dans *Dire vrai*, un récit autobiographique paru le 1^{er} mai chez Denoël, Isild Le Besco, qui a tourné cinq films avec Benoît Jacquot et l'accuse de l'avoir « violée », explique ne pas avoir répondu aux sollicitations de la brigade des mineurs car elle préfère passer par l'écrit.

Ce livre, rédigé avec l'aide de sa sœur cadette, Léonor Graser, démonte avec beaucoup de lucidité et d'intelligence la mécanique de la violence et sa reproduction. Sa vie, Isild Le Besco l'a d'abord racontée dans les films qu'elle a réalisés, notamment dans *Demi-tarif*, un premier long métrage inspiré de son enfance avec ses jeunes frère et sœur dans un appartement de Belleville. Dans *Dire vrai*, elle revient sur ces années où, livrés à eux-mêmes, ils volaient dans les magasins pour se nourrir, portaient des vêtements sales, allaient à l'école quand ils le pouvaient. Troisième enfant du couple dysfonctionnel formé par Catherine Belkhodja, actrice et peintre devenue la muse de Chris Marker dans les années 1980, et Patrick Le Besco, enseignant d'origine vietnamienne, spécialiste des dialectes bretons, Isild n'a que 11 mois quand sa mère quitte le domicile conjugal. Les grands-parents ne sont pas loin, le père non plus, mais le frigo est toujours vide et la violence présente. L'éducation artistique, en revanche, n'est pas laissée en jachère. Très jeune, Isild prend des cours de danse et commence à passer des castings.

Elle rencontre le cinéaste Benoît Jacquot à 16 ans pour *Sade*. On retrouve, dans son récit, le mécanisme d'emprise décrit par Judith Godrèche et par l'actrice Julia Roy, qui a également eu une relation avec le cinéaste : une première relation sexuelle qualifiée de viol, une giflée à Venise, la toute-puissance d'un homme qui se prend pour un pygmalion et continue d'avoir une vie conjugale avec l'actrice Anne Consigny. « J'avais été tapée enfant. Recevoir un coup de poing dans le ventre de la part d'un homme mûr qui perd ses nerfs, je ne percevais pas ce que cela disait de notre relation », constate Isild Le Besco. Le 29 mai, elle s'est tournée vers la justice en portant plainte contre le réalisateur pour viol sur mineur de plus de 15 ans. ■

SOPHIE JOUBERT



Des membres des Forces françaises de l'intérieur saluent la libération de Paris, le 25 août 1944. ARG-IMAGES

Jean, Édith, Fernando... de la Résistance à la Libération

RECUEIL Un ouvrage collectif compile histoires réelles et fictives de ces femmes et hommes qui ont combattu avec courage l'occupant nazi. Un hommage fort et singulier.

Merci la Résistance ! sous la direction de Patrick Amand, préface Georges Duffau-Epstein, collection « Noires Nouvelles », éditions Caïman, 452 pages, 17 euros

Les images de ce Paris « outragé, martyrisé mais libéré » se bousculent : l'insurrection populaire, les barricades, les ultimes combats avant la reddition du général von Choltitz, prélude à la capitulation qui mettra un terme à l'abomination que fut la Seconde Guerre mondiale. En cet été 1944, les beaux jours sont gorgés d'espoir. La Libération si attendue est toute proche, après des années de privations, d'humiliations, et de mort. Cette ferveur, qui agite le moindre recoin de la capitale, résonne jusque dans les campagnes les plus reculées. Ce retour à la vie tient pour beaucoup à la témérité d'une poignée de femmes et d'hommes, des gars et des filles au courage inouï. Sans cette armée de l'ombre qui s'est levée avant le jour et a œuvré dans les ténèbres, rien n'aurait été possible.

En cette année de commémorations, un ouvrage collectif rend hommage à ces héros, qui réfutaient d'ailleurs ce qualificatif. Sous la direction de l'écrivain Patrick Amand, lui-même auteur d'un récit « historico-combatif » qui retrace le parcours d'Édith Augustin et la lutte actuelle des salariées d'une résidence du même nom pour personnes âgées, le livre compile des nouvelles fictives et réelles, des portraits de résistants célèbres, inconnus ou encore tout droit sortis de l'imagination des auteurs. Les pages sont ponctuées d'affiches, de dessins, d'illustrations de l'époque ou plus récentes.

Sans cette armée de l'ombre qui s'est levée avant le jour, rien n'aurait été possible.

Le recueil est riche et dense, à l'image des existences narrées et de ce que fut la Résistance. Certains croyaient au ciel, d'autres non. Ils étaient mus par leurs idéaux ; ils étaient communistes, socialistes, gaullistes, anarchistes, républicains espagnols, antifascistes de la première heure. On y retrouve Jean, Charles, Henry, ces cheminots cégétistes du Comité populaire, dont les actions de sabotage auront été précieuses pour torpiller la logistique de l'armée nazie. Nous voilà plongés au cœur des maquis, ou encore juchés sur le char de Fernando, « l'Espingouin », filant vers le centre de Paris au sein de la Nueve de la 2^e DB, contingent d'Espagnols qui, après avoir défendu leur pays contre le général Franco, ont prolongé le combat pour libérer l'Europe de l'hydre fasciste. On pourrait également évoquer les tirailleurs algériens revenus de l'enfer de Monte Cassino.

Didier Daeninckx nous convie sur les pas de Missak Manouchian, jeune Arménien et apatride en cette terrible année de 1934 où les ligues fascistes tiennent le pavé parisien. Quelques années plus tard, le résistant rencontrera une autre figure communiste à la trempe incroyable, Joseph Epstein. Ce pilier de la FTP-MOI, au rôle occulté dans les bibliographies officielles, est honoré sous la plume de notre consœur de l'Humanité Rosa Moussaoui.

Merci la Résistance ! mêle des écritures sensibles et haletantes, empreintes de reconnaissance. Les récits ravivent également les souvenirs douloureux des torturés, des fusillés, de la collaboration et de son terrible cortège de délations, de « l'épuration ». Ces histoires, qui ont fait l'Histoire, nous disent surtout que résister n'est pas une affaire du passé. ■

CATHY DOS SANTOS

LA CHRONIQUE PHILO DE CYNTHIA FLEURY



Le mal et ses sables mouvants

C'est la plus vieille et énigmatique question, celle qui hante les esprits et les cœurs : qu'est-ce que le mal ? Fait-on le mal volontairement ? Ou parce que l'on veut son propre bien ? Comment les « masses » se forment-elles ? Pourquoi choisissent-elles tel individu pour devenir leur Ubu roi ? Denis Lafay s'est penché sur le problème dans un essai-fiction au titre évocateur, *Mal* (éditions de l'Aube).

Deux récits se croisent : le premier est celui d'une force du mal anonyme, comme si la peste émotionnelle prenait la parole pour expliquer son fonctionnement, comment elle envahit, empoisonne, intoxique les individus pour former une masse prête au pire. « Dans cette hubris du chef ensemencent

Face à cette force anonyme, qu'il est terrible de constater que nos outils institutionnels sont faibles, et nos âmes démunies...

des désirs irrationnels, des délires vertigineux. Ces divagations prospèrent dans la désorganisation, et surtout, ai-je remarqué, écrit le narrateur, grâce à la cécité et au silence d'entourages inféodés. Cette aliénation a plusieurs sources : la lâcheté, la cupidité, la servilité. Mais aussi le cynisme : je vois des collaborateurs favoriser cette griserie démente afin de précipiter la chute

puis la disgrâce du chef et de récupérer le fruit une fois pourri – là aussi, quelle drôle d'expression. Les hommes appellent cela l'exercice du pouvoir. »

Et le second renvoie à l'histoire d'un jeune homme qui a apparemment tout pour lui, sauf sans doute une composante empathique, mais qui grâce à une rédemption chimique, et des années de suivi psychiatrique, arrive à calmer en lui le psychopathe identifié par la médecine. Mais voilà que les deux narrations se croisent pour provoquer l'horreur et un passage à l'acte meurtrier. Le procès qui suit passe à côté de l'articulation des deux responsabilités, pour ne se concentrer que sur l'une d'elles, la seconde, celle d'Alexandre. Il est « l'unique responsable de cette folle décision », alors même qu'il sera établi par l'avocat de l'accusé le jeu de faux-semblants opéré par les médecins et le laboratoire qui ont élaboré le protocole expérimental dont a bénéficié Alexandre, protocole défaillant. Et pourtant, la résolution valide l'irresponsabilité d'Alexandre, et sa « liberté ». Rien de réellement « juste » dans cette décision, mais, face au mal, qu'il est terrible de constater que nos outils institutionnels sont faibles, et nos âmes démunies... Une autre « justice » aura lieu, celle de la terreur, de la vengeance, de la horde venue emmener Alexandre vers la potence : « La traque s'effectue dans les règles de l'art de la battue au sanglier. » Le mal est partout, comme ces sables mouvants dont on ne peut s'extraire. ■

DISPARITION

Retrouvé mort mercredi, l'ami d'Arman et d'Yves Klein avait été un « catalyseur » pour les artistes niçois, se souvient Ernest Pignon-Ernest. Hervé Di Rosa, lui, salue « l'homme extrême ».

Ultime pied de nez de Ben. La dernière des performances de ce plasticien hors-norme, lui qui adorait ça. Il s'est visiblement donné la mort à

l'aide d'un revolver, histoire de rejoindre sa compagne de toujours, celle qu'il avait épousée en 1964 et qui était tout pour lui, Annie, morte mardi. Ben l'a suivie mercredi, quelque part dans sa maison du quartier de Saint-Pancrace, sur les hauteurs de Nice (Alpes-Maritimes). Hier, le cours Saleya, dans la vieille ville, ne bruissait que de cette nouvelle : « Ben est mort. »

« TOUT EST ART »

Tout le monde ne le connaissait pas, mais les vieux Niçois s'en souviennent encore. C'était un magasin rue Tonduti de l'Escarène, au numéro 32. Les années cinquante se terminaient. Dans le centre-ville, la boutique qu'il venait d'ouvrir n'a pas tardé à faire jaser. À l'intérieur, un bric-à-brac, véritable caverne d'Ali Baba. À l'extérieur, des cartons avec des disques d'occasion sur les étales à même le trottoir et cette drôle d'inscription sur la vitrine : « Tout est art. » Ce qui n'avait pas eu l'heur de plaire à la Mairie de Nice. Celle-ci avait exigé que la façade soit refaite ! Benjamin Vautier, né à Naples en 1935, mais d'origine suisse, d'une mère irlandaise et occitane, n'allait pas tarder à faire parler de lui avec son allure dégingandée et son accent où les « r » roulaient comme roulent les flots.

Humour de l'histoire, cette boutique a été reconstituée, est devenue une œuvre d'art intitulée *le Magasin de Ben* (1958-1973), que l'on peut voir au Centre Pompidou. C'était un lieu mythique, baptisé Laboratoire 32. Ernest Pignon-Ernest se souvient pour *l'Humanité*. « Ben a été essentiel pour tous les artistes niçois. Dès les années soixante, sa boutique est devenue le lieu alternatif où on passait tous, tous les soirs. C'est là

que j'ai connu Arman, Martial Raysse, Jean-Marie Le Clézio, Malaval et aussi Daniel Biga, Marcel Alocço, Yvette Ollier... Ben, c'était le catalyseur. C'est lui qui m'a fait découvrir Fluxus, tous les courants qui se développaient un peu partout. C'est lui qui nous parlait des happenings en Tchécoslovaquie. Il avait une curiosité vive et permanente. »

Cet amour de la vie ou plutôt cet amour de lui-même, Ben le place dans des aphorismes, phrases en blanc sur fond noir la plupart du temps, écriture simple, presque enfantine, reconnaissable

entre toutes. C'est Yves Klein qui lui avait mis le pied à l'étrier. Des aphorismes qui interrogent l'art, la pratique artistique et la condition humaine. « Mon envie d'être le seul », écrit-il. Qu'il rejoigne, au

début des années 1960, le mouvement Fluxus, héritage de Dada, de Marcel Duchamp, d'Allan Kaprow et de John Cage, n'a rien d'étonnant. Tout est art.

Les grands musées du monde ne s'y sont pas trompés, qui possèdent des œuvres de Ben. Outre le Centre Pompidou à Paris, le MoMa de New York et le Stedelijk Museum d'Amsterdam.

« Il avait une curiosité vive et permanente. »

ERNEST PIGNON-ERNEST



Benjamin Vautier dit Ben, expert en aphorismes, à sa fenêtre, sur les hauteurs de Nice, en 2001. ÉRIC FRANCESCHI / DIVERGENCE

Le point final de Ben

Ben, profondément enraciné à Nice, qui avait réalisé plusieurs une du *Patriote Côte d'Azur*, l'hebdomadaire communiste des Alpes-Maritimes, n'a jamais cessé d'être curieux. Hervé Di Rosa, que nous avons pu joindre, confiait à *l'Humanité*, quelques heures après le décès de Ben : « En 1981, j'avais 21 ans. Il y avait un échange entre Montpellier et Nice. Ben avait organisé la première exposition de Combas et moi-même. Il avait inventé le terme de « figuration libre ». C'était très rare d'être soutenu comme ça. Il a toujours été là. C'était un homme vivant, extrême, qui est allé jusqu'au bout de l'amour qu'il avait avec sa femme. »

PIERRE BARBANCEY

« Appel à voter pour la liste de la Gauche unie conduite par Léon Deffontaines

Ce texte, qui appelle les salariés à se mobiliser, dimanche 9 juin, à l'occasion des élections européennes, a été initié par 1700 femmes et hommes travaillant dans le secteur public comme dans le privé, engagés ou non dans le mouvement syndical ou des partis politiques. Nous publions les noms de 200 d'entre eux.

Partout en Europe, le coût de la vie augmente, les salaires sont en berne, le nombre de travailleurs et de travailleuses pauvres explose, et les services publics sont maltraités... Agissons ensemble ! Soutenons une liste qui représente les intérêts des travailleur-euses, celle de la Gauche du monde du travail ! C'est par nos luttes, nos mobilisations et nos votes que nous pouvons changer les choses. Optons pour une Europe qui défend les droits des salarié-es et des familles populaires. Ensemble, votons pour un avenir plus juste et solidaire, en France et en Europe !

PARMI LES SIGNATAIRES :

Acunzo Julie Chercheuse en neurobiologie (13), **Agius Alain** Intermittent du spectacle (13), **Aguilar Conchita** Territoriaux logement social (71), **Ahamada Ali** Postier syndicaliste (13), **Ajmi Watbled Semya** Enseignant (26), **Albin Noël** Cheminot (06), **Allain Fabrice** Enseignant (33), **Allouard Philippe** Responsable d'union locale syndicale (29), **Argy Marie-Claude** Syndicaliste banques-assurances (36), **Autin Alexandre** Chimie (54), **Bailanger Stéphane** Éducation nationale (33), **Balensi Rodolphe** Hôte de caisse (92), **Balzer Olivier** Douanier (31), **Barby Thomas** Territoriaux (31), **Barré Handy** Magasinier (76), **Barrois Coline** Syndicaliste territoriaux (94), **Bauza Baptiste** Cheminot (76), **Bayle Sylvie** Postière (75), **Bazire Nathalie** Syndicaliste (50), **Beaugeard Didier** Syndicaliste automobile (72), **Benadji William** Sdis (06), **Besnard Christophe** Énergéticien (44), **Bignotti Mickael** Maîtrise RATP (95), **Blaise David** Syndicaliste métallurgie (68), **Blaise Jacky** Défenseur syndical (88), **Blanchet Axel** Portuaire (76), **Blanchier Éric** Syndicaliste métallurgie (56), **Bolla Alain** Arsenal syndicaliste (83), **Bonnéry Stéphane** Professeur des universités (94), **Bonnet Christian** Chauffeur transport (03), **Boucheix Christophe** Commerce président d'un conseil des prud'hommes (63), **Bouchet Boris** Enseignant (63), **Bouet Thierry** Syndicaliste métallurgie (72), **Bourlard Marie-Hélène** Textile (59), **Brun Laurent** Cheminot (69), **Bthore Delphine** Ouvrière automobile (44), **Buisson Bruno** Agriculteur (47), **Caramantes Manuel** Agroalimentaire responsable union locale (56), **Chantrier Thierry** Électromécanicien métallurgie (26), **Chaudret Bruno** Académie des sciences, **Christiny Camille** CPE Éducation nationale (93), **Civettini Anthony** NavalGroup syndicaliste (83), **Clément Olivier** Responsable syndical (83), **Cléry Jean-Marc** Enseignant syndicaliste (29), **Clinquart Émilie** Vendeuse en boulangerie (95), **Colonna Hélène** Syndicaliste santé (83), **Couderc Christophe** Territoriaux (09), **Da Costa Pereira Maria** Territoriaux Paris (75), **Dahyot Laurent** Syndicaliste transport aérien (94), **Dallois Cyril** Cheminot (35), **Dammerey Jérôme** Enseignant lycée professionnel (05),

Dandurand Sébastien Responsable syndical (94), **David Fabrice** Territoriaux responsable d'union départementale (44), **Delbende Clément** Responsable d'un collectif syndical jeunes (35), **Delezenne Cyrille** Postier syndicaliste (59), **Delfino Sophie** Enseignante (05), **Depestel Simone** Fonction publique hospitalière (59), **Dequincey Maryse** Postière (92), **Devedec Yves** Aéronautique (44), **Devert Bernard** Technicien retraité Aéro (94), **Di Ruocco Jonathan** Employé du livre (13), **Dona Manuela** Douanier (76), **Donnedu Michel** Ingénieur, **Donnez David** Cheminot (57), **Dupont Tony** Territoriaux (80), **Dupuis Mathias** Territoriaux (76), **Durand Denis** Économiste secteur financier public (91), **El Gamal Alexandre** Syndicaliste RATP (94), **Faujour Marie-France** Syndicaliste agroalimentaire (29), **Fels Alexandre** Syndicaliste métallurgie (77), **Ferraro Jean-Claude** Artiste (13), **Filhol Barbara** Responsable syndicale dans le milieu hospitalier (94), **Fontanie Christophe** Postier responsable d'union départementale (72), **Fournet Pascal** Dirigeant syndical (22), **Frajerma Laurent** Professeur agrégé (75), **Franco François** Métallurgie (54), **Garcia Benoît** Inspecteur des finances (33), **Gault Olivier** Postier (94), **Gauvin Jean-Philippe** Fraiseur métallurgie (03), **Gay Fabien** Directeur de *L'Humanité* (93), **Gendron Olivier** Cheminot (78), **Gennarino Hervé** Postier Syndicaliste (83), **Gérard Sandrine** Infirmière (76), **Germain Richard** Syndicaliste automobile (72), **Giacomini Pierre** ArianeGroup (33), **Gibert Bernadette** Santé (43), **Giraud Catherine** Syndicaliste (86), **Gobé David** Cheminot (62), **Gonzalez Célia** Syndicaliste enseignante (33), **Grall Gilles** Musicien syndicaliste culture (29), **Guermontprez Nicolas** Syndicaliste automobile (76), **Hamon Aurélien** Cheminot (44), **Hapel Mickael** Ouvrier docker (76), **Harly Michel** Syndicaliste métallurgie (36), **Hemmar Marie-Hélène** Assistante de direction (94), **Hezard Julien** Métallurgie (54), **Huet Sylvestre** Journaliste scientifique **Joly Yannick** Responsable syndical ports & docks (44), **Joubert Charlotte** Aide-soignante santé (31), **Julou-Poirier** Avocate (33), **Kantarjian Patrice** Finances publiques (13), **Labbé Lisa** Syndicaliste culture (36),

Laborde Sébastien Enseignant responsable éducation PCF (33), **Lair Jef** Territoriaux (94), **Lamirand Bernard** Sidérurgiste (60), **Lamouche Joachim** Ouvrier agroalimentaire (76), **Langevin Joliot-Curie Hélène** Physicienne, **Lapierre Ronan** Territoriaux (06), **Larribère Marc** ArianeGroup (33), **Lavardin David** Chimie (47), **Lavigne Fabienne** Énergéticienne (64), **Le Goff Maël** Délégué syndical métallurgie (56), **Le Lausque Pascal** Postier (44), **Le Reste Didier** Cheminot Paris (75), **Le Duigou Jean-Christophe** Économiste syndicaliste, **Legot Jimmy** Syndicaliste agroalimentaire (72), **Levern François** Syndicaliste (13), **Lewandowski Greg** Aéronautique (44), **Lopez Fabien** Métallurgie (31), **Madaschi Cécile** Cheminote Marseille (13), **Marandon Grégory** Agent RATP (28), **Marie Christophe** Jardinier logement social (93), **Marquerie Corinne** Provisseure éducation nationale (31), **Mathieu Maud** Énergéticienne (33), **Mayan Delphine** Syndicaliste CPAM (13), **Membrice Nicolas** Salarié pétrochimie (13), **Michaux David** Postier (63), **Mirande Guilhem** Psychomotricien fonction publique (47), **Mongeot Aurélie** Artiste (75), **Munoz Olivier** Géomètre RATP (75), **Nadeau Marie-Christine** Syndicaliste énergie (18), **Negrel Monique** Postière responsable d'union locale syndicale (83), **Neumayer Virginie** Syndicaliste énergéticienne (84), **Nier Thierry** Cheminot (75), **Niort Nathalie** Syndicaliste santé (63), **Noël David** Enseignant (62), **Ouvrard Thomas** Syndicaliste automobile (72), **Paturey Stéphane** Ouvrier du livre (94), **Pen Loïc** Médecin urgentiste (60), **Perret Anne** Syndicaliste hospitaliers (36), **Piazzoli Gilles** Responsable d'union locale (83), **Picard Maxime** Chef d'entreprise ESS (13), **Pillet Élisabeth** Retraitée enseignement supérieur (78), **Pilon Franck** Portuaire (76), **Pilon William** Ouvrier métallurgie (76), **Pineau Isabelle** Clown spectacle vivant (79), **Pineau Mathieu** Énergéticien syndicaliste (44), **Pitelet Romain** Cheminot Paris (75), **Plages David** Cheminot Bordeaux (33), **Plagne Gwenaël** Énergéticien (44), **Pointu Laetitia** Syndicaliste enseignante (63), **Pojaghi Laurent** Syndicaliste énergéticien (83), **Pommery Claude** Syndicaliste (42), **Pujol Patrick** Régisseur lumière (13), **Purquette Léo** Journaliste (13),

Quintin Yvon Énergéticien (59), **Rapetti Jacques** Syndicaliste paysan (47), **Rauch Frédéric** Économiste (47), **Reneaud Cyrille** Cheminot Paris (75), **Reynaud David** Mécanicien raffinerie (13), **Ribeiro José-Carlos** Manœuvre BTP (33), **Rigaudiat Jacques** Maître honoraire Cour des comptes, **Ripoll Luc** Syndicaliste agroalimentaire (31), **Rivoalan Erwan** Bibliothécaire militant syndical (29), **Rocamora José** Syndicaliste Air France (13), **Rodier Jean-Marc** Enseignant syndicaliste (46), **Roubier Thierry** Peintre en bâtiment (77), **Royer Antoine** Industrie chimique (59), **Ruis David** Agent territorial secrétaire d'union locale (76), **Ruiz Julien** Travailleur d'État (33), **Sacco Stéphane** NavalGroup (83), **Safir Saïda** Secteur culturel (72), **Salles Miguel** Syndicaliste aéronautique (44), **Sanchez-Palencia Évariste** Académie des sciences, **Savino Gaëlle** Syndicaliste CPAM (13), **Seassau Aymeric** Responsable national entreprises du PCF (44), **Senanedj Naima** Employée (13), **Sotura Jean-Pierre** Énergéticien syndicaliste, **Tardieu Magali** Syndicaliste postière (13), **Tardits Nicolas** Enseignement supérieur (64), **Téaldi Jean-François** Journaliste (06), **Ter Maaten Loïc** Privé d'emploi (13), **Thiallier Angélique** Syndicaliste paysanne (63), **Thibault Bernard** Syndicaliste, **Thimonier Framboise** Spectacle vivant (33), **Trézéguet Erwan** Territoriaux (22), **Tronchon Pascal** Postier (92), **Truel Éric** Énergéticien (11), **Vandeville Émile** Finances publiques responsable d'union locale (59), **Veignie Christelle** Territoriaux responsable d'union locale (59), **Ventribout Michèle** Énergéticienne (77), **Veyret Nathalie** Conseillère principale d'éducation (38), **Vialettes Yvan** Territoriaux (34), **Vilela Mathieu** Cheminot (76), **VillaltaThibault** Régisseur (42), **Wattelle Mathias** Finances publiques responsable d'union locale (59), **Weiss Didier** Postier syndicaliste (35), **Wermester Michel** Régisseur culturel (76), **Wierzcwucki Yohan** Postier syndicaliste (83), **Zaafour Gaël** Docker (13).

La liste complète des 1700 signataires de cet appel est à retrouver sur notre site humanite.fr



Devenons l'énergie qui change tout.



Pour Paris 2024, pour tous les Français.

EDF, fournisseur officiel d'électricité renouvelable
des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.



edf.fr/paris2024

L'énergie est notre avenir, économisons-la!